

**Des personnalités lancent un appel
pour la proportionnelle intégrale**

Rouge

Pisani matraqueur

p.16

M1578 N° 1150 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

8 au 14 mars 1985

**Affirmer
une gauche
qui ne trahit pas
vos espoirs**

**Faire barrage
à Le Pen
et à la droite**

**C
A
N
T
O
N
A
L
E
S**

La manie des compromissions

Par Michel Morel

Ils y retournent donc ! Après avoir prié le CNPF pendant plusieurs semaines, les responsables syndicaux — CGT exceptée — viennent d'être autorisés par le patronat à venir fouler, chacun à leur tour, les tapis de son quartier général. Leur démarche est l'exact inverse de ce que leurs mandants attendaient d'eux. La flexibilité interdite par la mobilisation de la base, reste la préoccupation première des « responsables » au sommet. Le gouvernement leur a certes montré la direction du doigt, avec habileté, mais avec insistance, partageant les tâches avec le CNPF. Les CFR (Congés de formation reconversion), qui légalisent la mobilité et les licenciements, sans aucune garantie d'embauche, permettaient de redonner à la flexibilité l'avantage qu'elle venait de perdre. Les décrets sur le temps partiel s'y ajoutent. Tout juste après le volte-face des Maire et Bergeron devant les remous déclenchés par leur promesse de signature honteuse ! Ceux qui se réclament des travailleurs, et même du socialisme les bafouent donc au grand jour ! On ne peut adresser ce reproche, il est vrai, au CNPF. Ses adhérents ne demandent qu'une chose : gérer à leur goût le temps de travail de leurs salariés, en effaçant tous les acquis obtenus par ceux-ci au cours de dizaines d'années de lutte ! Quant à la CGT, si elle ne suit pas les autres centrales, ses perspectives d'action sont redescendues d'un ton. Après la grève générale annoncée de façon tonitruante, il y a peu... Puisque les mêmes recommencent les mêmes coups, faisons, nous, toujours plus fort ! Que tous ceux qui les ont empêché de sévir, élèvent à nouveau la voix ! Ensemble ! Dans leurs organisations, au sein des usines et des bureaux, de leur ville à l'ensemble du pays ! Pour clamer haut, fort, et tous ensemble : non, la flexibilité, c'est non ! Toujours non ! Et qu'au moment où les négociateurs permanents franchissent les portes du siège patronal, les premiers échos parviennent à leurs oreilles !

RENAULT La marque ou l'emploi ?

Le P-DG Besse vient de casser un projet de contrat avec l'URSS et sa firme Moskvitch. L'étude portait sur une usine de moteurs de 1 700 cm³. La coopération entre Renault et l'URSS datait de 1966 et un coup fatal vient d'y être porté. Renault est ainsi l'instrument politique d'une rupture des échanges commerciaux avec l'URSS, ce que la LCR ne peut que condamner. A l'évidence, la responsabilité du gouvernement Fabius est engagée car une décision concernant un marché de cette importance est de son ressort.

Cependant, ce serait une voie de garage, une diversion que d'axer la défense de l'emploi à la Régie Renault sur la seule recherche de marchés afin de démontrer au patronat les possibilités de relance, donc la validité du maintien de l'emploi. C'est ce vers quoi s'orientait la CGT, qui fait donner son représentant au conseil d'administration, Roger Sylvain. Ce dernier explique dans la presse (*le Nouvel-Economiste*, *la Vie ouvrière*) qu'il s'est transformé en commis voyageur du groupe afin de jouer les bons offices entre Moskvitch et Renault.

Contrairement à ce que dit J.-L. Fournier, secrétaire CGT de Renault, la lutte pour l'emploi n'est pas celle « pour redresser l'entreprise » et substituer aux revendications les contre-plans et les propositions de meilleure gestion, mais bien la lutte unitaire et inter-établissements pour le refus de tout licenciement, pour les 35 heures, pour l'embauche des chômeurs dans la régie.

PROCES WILLOT Les Dalton se portent bien

Banqueroute, abus de biens sociaux, présentation de bilan inexact... les frères Willot, les Dalton du textile, comparaissent depuis le 4 mars devant la onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris. Rien de bien étonnant ! Les « exploits financiers » des quatre frères défraient la chronique depuis plus d'une dizaine d'années : leurs méthodes ont toujours été plus que louches. En 1970 déjà, une enquête de la Commission des opérations en Bourse leur avait valu une condamnation pour pratiques frauduleuses.

L'affaire prend par contre un goût de scandale lorsque l'on constate que les Willot se portent toujours bien. C'est le moins que l'on puisse dire ! Dernier rebondissement en date : c'est vraisemblablement

par une intervention venue des sommets de l'Etat qu'un accord a été possible entre eux et le groupe Ferinel pour la reprise du groupe Boussac. Or les liens entre les deux parties sont notoires. Les Willot, en quelque sorte, rachètent les Willot ! La déclaration de Pierre Dreyfus, premier ministre de l'Industrie du gouvernement Mauroy : « Nous ferons rendre gorge aux Willot »... paraît être une simple plaisanterie avec le recul. « Boussac, l'Etat battu, c'est... mais content », titrait récemment l'hebdomadaire financier *la Vie française*. Le procès qui s'ouvre n'y changera rien !

POLLUTION Un nuage toxique en Belgique

Un nuage de chlore et de dioxyde de soufre s'est échappé, vendredi 1^{er} mars, d'une usine chimique de Tessenderlo, en Belgique. Une dizaine d'écoliers ont été intoxiqués. La veille, une vingtaine de personnes avaient été incommodées en raison de troubles respiratoires dus à un nuage toxique échappé d'une usine voisine. Décidément, la tragédie de Bhopal, en Inde, n'a pas suffi. Les patrons préfèrent toujours les profits juteux aux règles élémentaires de sécurité. Ils sont, eux, rarement dans les usines au moment où se déroulent ces drames...

EMPAIN-SCHNEIDER Il court, il court...

Il est passé par ici, il repassera par là... Le groupe Empain-Schneider est comme le furet de la chanson : après l'affaire Creusot-Loire, il continue à silloner les quatre coins du pays, pour mettre en œuvre ses mauvais coups. La société Elmo, employant 257 personnes, à la Plaine Saint-Denis, était une filiale du groupe Merlin-Guerin lui-même filiale d'Empain-Schneider. En décembre 1984, Merlin-Guerin reprend ses billes — c'est-à-dire ses actions. La société Elmo se retrouve sur le sable. Le licenciement du personnel est annoncé. Une nouvelle société Elmo-Entreprise est créée qui réembauche le tiers des anciens salariés d'Elmo, à la condition qu'ils versent leurs primes de licenciement de l'entreprise précédente et leur obole pour devenir actionnaires de la nouvelle ! Détail : les statuts du personnel passant de l'une à

l'autre ont été revus en baisse ! Détail toujours : le syndicat chargé de la liquidation d'Elmo s'occupait il y a quelques temps de la liquidation des biens de Creusot-Loire, pour le groupe Empain !

TCHERNENKO Ses œuvres, et alors ?

Comme tous nos lecteurs le savent probablement déjà, le livre de Constantin Tchernenko, *le Peuple et le parti ne font qu'un* (90 francs, 392 pages), vient tout juste de paraître aux éditions Plon. A l'heure où certains s'inquiètent de l'état de santé du chef d'Etat soviétique, nul ne sait si c'est un dernier hommage, ou si cette parution répond au simple souci de faire connaître la pensée de Tchernenko vivant.

Pensée dont nous avons eu du mal à nous faire une idée d'ailleurs. Nous comptions sur la critique d'Arnaud Spire dans *l'Humanité* pour en souligner la substance. Déception. Celui-ci se contente de noter des faits banals, tels que la parution

dans la même collection des œuvres de De Gaulle, Nixon ou Reagan... ou de s'élever contre « les ricanements et hausses de plume qu'a déclenchées la parution du livre de Tchernenko dans la critique politique de notre pays ». Le livre de Constantin serait-il plein de vide ?

GAZ Le Béziers indien

Port-Saint-Louis-du-Rhône, Arles, Bellegarde, Nîmes, Lunel et Montpellier se trouvent aux Indes. C'est le très sérieux CEA (Commissariat à l'énergie atomique), qui vient de faire cette découverte. Non, c'est une mauvaise blague ! Le CEA, après avoir enquêté sur les activités et les moyens de transport utilisés par l'usine La Littorale de Béziers (filiale d'Union Carbide), vient simplement de souligner que la même catastrophe, qui s'est produite à Bhopal en Inde, aurait pu avoir lieu à Béziers. Gaz sans frontières.

Prolongation jusqu'au 15 mars

EN SOUSCRIPTION **50 F.**

le livre de Claude Gabriel et Vincent Keruel Nouvelle-Calédonie : la révolte kanake.

L'objectif de ce livre se veut modeste : contribution solidaire à la lutte du peuple kanak en présentant les grands traits de l'histoire de la longue révolte kanake contre le colonialisme. Cependant, il est indispensable pour aider à comprendre ce qui aujourd'hui occupe la première place dans les médias : l'affrontement d'un peuple pour la revendication de son indépendance.

Par la présentation des fondements économiques de l'oppression et de l'exploitation coloniales, la spoliation des terres, l'apartheid calédonien, l'évolution du mouvement politique kanak de l'intégration à la revendication d'indépendance, les auteurs apportent une contre-information aux « vérités » journalistiques des grands moyens d'information — presse, radio, télévision. Les derniers chapitres, sont consacrés à l'après 81 et l'évolution vers le conflit ouvert entre le FLNKS et l'état colonial français.

50 F au lieu de 65 F jusqu'au 23 février 1986.
A retourner à : PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Je commande exemplaires de Nouvelle-Calédonie : la révolte kanake, à 50 F l'exemplaire.
 Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.
NOM
 Je désire le recevoir dès parution à l'adresse ci-dessous, moyennant 6,50 F pour les frais d'expédition.
NOM
N° et rue
Code postal et localité
Je joins mon règlement de F (chèque à l'ordre de PEC).

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Conquérir un nouveau droit

Nul ne peut plus en douter : les grandes manœuvres politiques ont commencé, dans la perspective des élections législatives de 1986. La campagne pour le renouvellement de la moitié des conseils généraux en est la meilleure traduction.

Discréditée par sa politique depuis près de quatre ans, la gauche gouvernante en est réduite à multiplier les opérations politiciennes. Voulant occulter son bilan, elle cherche à canaliser l'inquiétude suscitée dans le mouvement ouvrier par la montée de l'extrême droite et à diviser l'opposition parlementaire sur cette dernière question.

Si le camp adverse continue à engranger les fruits des trahisons gouvernementales, il ne peut néanmoins empêcher sa crise d'éclater au grand jour. Concurrencés directement par le Front national, ne pouvant espérer vaincre électoralement sans le renfort de ses voix, les partis réactionnaires se divisent sur l'opportunité d'une alliance avec ce courant politique.

Un affrontement central

C'est dans ce cadre que la perspective d'une réforme du mode de scrutin va prendre l'aspect d'un affrontement central. Pour les forces en présence, les enjeux sont clairs. Du côté de l'Élysée, on entend « instiller » une dose de proportionnelle dans les règles électorales pour favoriser le dégagement d'une force de « centre gauche » susceptible de gouverner, le moment venu, avec le PS. L'entrée au Parlement d'un nombre significatif de députés du Front national en 1986, en privant la droite traditionnelle des possibilités d'acquiescer une majorité absolue, pourrait en effet conduire à l'explosion de ses contradictions internes. Le terrain est d'ores et déjà cultivé pour une telle perspective. Un sondage *SOFRES-Figaro* vient ainsi de révéler que 28 % des Français souhaitaient une coalition entre le PS, le RPR et l'UDF, 10 % seulement se prononçant pour une alliance de la droite et de l'extrême droite.

La menace est suffisamment sérieuse pour que toutes les composantes de la droite s'efforcent à présent de maintenir une attitude commune face aux initiatives du pouvoir et au Front national. Ce qui explique à la fois le rapprochement de leurs positions sur les rapports à nouer avec le parti de Le Pen et leur hostilité virulente à toute réforme institutionnelle.

Reste que cette partie d'échecs ne fait que débiter. Significativement, dans sa dernière livraison, *le Point* décrivait en ces termes la phase d'incertitudes qui s'ouvre : « La France est entrée dans une période charnière. Malgré l'âpreté de l'affrontement droite-gauche, bien des éléments d'un nouveau puzzle se mettent en place. Quel sera-t-il ? Les cantonales fourniront un premier élément de réponse. Mais c'est en 1986, et en 1986 seulement, que l'on saura si les manœuvres en cours échoueront, déboucheront sur une bipolarisation douce, ou — qui sait ? — si, en divisant la droite grâce au phénomène Le Pen et à la proportionnelle, François Mitterrand fera naître une "troisième force" qui a constitué jusqu'à présent l'Arlésienne de la vie politique française. »

Intervenir dans la bataille

Tous ces jeux politiques ont de quoi écoeurer et désorienter un peu plus les travailleurs. Car quelle que soit leur issue, ils en demeureront exclus. Il n'en reste pas moins que les militants révolutionnaires et tous ceux qui veulent faire éclater ce cadre piégé ne peuvent rester indifférents au problème soulevé.

Appel

Pour la proportionnelle intégrale

Le système électoral actuel écarte des représentations nationale et régionales de nombreuses aspirations et sensibilités politiques en France. Nous refusons cette limitation du jeu démocratique au seul débat entre les grands partis. En conséquence, nous demandons l'adoption d'une représentation proportionnelle intégrale, sans fixation d'un seuil minimum qui n'aurait pour effet que d'interdire l'expression des différentes minorités, sans pour autant faire barrage au Front national.

Nous appelons à une campagne nationale de signature de cet appel. Adresser les signatures au Collectif pour la proportionnelle intégrale, 9, rue de Condé, 75006 Paris. Tél. : 633 09.92.

Parmi les premiers signataires : Mognis H. Abdallah, Philippe Adrien, Didier Anger, Jean-Paul Aron, Pierre Bauby, Thierry Baudoïn, Pierre Bels,

Denis Berger, François-Paul Blanc, Jacques de La Bollardière, Claude Bourdet, Jean Brière, Christian Bruschi, Michel Butel, Jacques Brunstein, Jean Chesnaux, Didier Claude, Yves Cochet, Gabriel Cohn-Bendit, Michel Colin, Antoine Comte, Yvan Dautin, René Dumont, Marguerite Duras, Michèle Ernis, Jean-Pierre Faye, Gérard Fromenger, Françoise Galland, Dominique Gallet, Roger Garaudy, Félix Guattari, Pierre Halbwachs, Jean-Christophe Kolm, Jacques Kergoat, Alain Krivine, Denis Langlois, Jean-Jacques Lebel, Victor Leduc, Géraud de La Pradelle, Jean-Claude Le Scornet, Serge Lewish, Gustave Massiah, Michel Mialle, Jean-Pierre Mignard, Yann Moulrier, Gérard Molina, Maurice Najman, Gilles Perrault, Petru Poggioli, Daniel Richter, Bernard Ravenel, Catherine Ribeiro, Yves Roucaute, Iviv Stella, Gérard Soulier, Jacques Vallier, Jean-Pierre Vigier, Jean-Marie Vincent, Paul Virilio, Julien Desachy.

Les élections cantonales seront à peine achevées que la réforme du mode de scrutin va devenir l'enjeu d'une confrontation politique centrale. Pour tous ceux qui veulent construire une alternative de gauche à la politique du PS et du PCF, il importe de briser le cadre piégé des manœuvres de la droite et du gouvernement. Une exigence doit s'exprimer avec force dans le pays : la satisfaction d'une des plus vieilles revendications du mouvement ouvrier.



Le mode de scrutin en vigueur prolonge les mécanismes antidémocratiques de la V^e République. Reposant sur des circonscriptions taillées à l'avantage des zones

« blanches » et rurales, il permet d'amplifier démesurément les majorités relatives et, surtout, d'éliminer de la représentation nationale tous les courants minoritaires,

c'est-à-dire ceux qui ne disposent ni des finances, ni des appareils, ni des réseaux de clientèle des quatre grands partis « institutionnels ». Ils ne se voient accorder qu'un droit : se compter au premier tour, pour mieux reporter leurs suffrages au second sur l'un des blocs en compétition. Du point de vue de la démocratie la plus élémentaire, n'est-il pas scandaleux qu'un quart de l'électorat soit ainsi privé du droit d'envoyer ses propres représentants au Parlement ?

Voilà qui ne peut laisser passifs ceux qui veulent s'opposer à la droite et construire une alternative de gauche aux politiques du PS et du PCF. Certes, il ne s'agit pas d'entretenir la moindre illusion sur une Assemblée nationale qui, sous la V^e République, se trouve reléguée à un rôle croupion. Mais qu'on imagine l'écho qu'aurait dans le pays l'action de députés ne respectant pas les règles du jeu, défendant opiniâtrement les intérêts du mouvement populaire, se faisant les porte-parole de ses revendications. L'activité des Verts ouest-allemands au Bundestag montre bien l'aide que peuvent apporter de tels députés aux luttes de masse.

Refuser leurs arguties

Pour limiter au minimum la dose de proportionnelle et imposer un seuil d'élimination des petits partis, certains responsables socialistes argueront sans doute qu'une réforme trop radicale déstabiliserait les institutions. Argument révélateur ! Pour ces gens, une seule chose compte : pouvoir continuer à agir tranquillement à l'abri des empêcheurs de manœuvrer en rond. Leurs objections ne sauraient dès lors retenir l'attention des militants ouvriers et des travailleurs.

D'autres dirigeants politiques — à droite comme à gauche — brandiront l'épouvantail d'une entrée massive de députés du Front national, en cas de modification des règles électorales. Quelle pitrerie ! Les chefs de la droite — sous l'égide notamment du sénateur RPR Pasqua — négocient déjà avec Le Pen de futures alliances, comme l'a révélé récemment *le Canard enchaîné*. Qui peut réellement croire que Chirac, Barre ou Giscard hésiteront un seul instant, au nom de l'antifascisme, à se tourner vers le Front national si leurs intérêts électoraux l'exigent ?

Hélas, la montée de l'extrême droite est aujourd'hui une réalité. Les trahisons de la gauche et la propagande de la droite lui ont frayé la voie. Et ce ne sont pas les trucages électoraux qui peuvent y changer quoi que ce soit. L'arme la plus efficace, c'est la mobilisation antifasciste de masse, c'est que la classe ouvrière retrouve le chemin de sa propre affirmation sur la scène centrale. Tout au contraire, au stade actuel, instaurer une proportionnelle en trompe-l'œil ne constituerait un obstacle que pour l'extrême gauche, les écologistes ou les forces nationalitaires, sans gêner le moins du monde les « lepenistes ».

C'est en fonction de considérants semblables qu'une centaine de personnalités viennent de lancer un appel pour la proportionnelle intégrale. On y retrouve des syndicalistes, des représentants du PSU, des Verts, de la LCR, du PCML, du CEDETIM, de la Fédération de la gauche alternative, de l'École émancipée, des membres du PS, des élus corses du MCA et de l'UPC, des nationalitaires basques ou bretons, des figures du monde des arts et des lettres. Pour que le débat sur la proportionnelle ne soit pas dévoyé par les jeux politiques, il importe maintenant de donner à ce texte le plus vaste retentissement dans l'ensemble du pays.

Christian Picquet

Sauve-qui-peut la gauche !

Les élections cantonales « risquent d'être difficiles pour la majorité, peut-être même très difficiles », déclarait Laurent Fabius lors d'un meeting électoral à Grenoble, le 1^{er} mars. D'autant plus difficiles, ces élections, que PS et PCF adoptent des thèmes radicalement opposés.

Fabius, à Grenoble, tentait d'exposer les différences entre la gauche et la droite : « Ce n'est pas la même chose, disait-il, de défendre, comme nous le faisons, la Sécurité sociale ou de proposer l'assurance privée. Ce n'est pas la même chose de vouloir faire progresser ensemble efficacité économi-

que et justice sociale ou de poser comme principe que toute avancée sociale est un recul économique. » Plaidoyer laborieux, ce discours tente bien tardivement de répondre à celles et ceux qui ont subi les décisions gouvernementales comme des attaques réactionnaires classiques. Qui ne se souvient

du forfait hospitalier pour la Sécurité sociale, par exemple, ou des licenciements dans les entreprises nationalisées de la sidérurgie ou de l'automobile, au nom de l'efficacité économique ? Ce n'est pas sur le bilan concret des œuvres sociales du gouvernement que se bâtit un succès électoral. Quoi d'autre, alors ? L'utilisation par le gouvernement de la montée de l'extrême droite afin de tenter d'enfoncer un coin dans les rangs de la droite traditionnelle. Quelle ironie que cette social-démocratie réduite à ce genre de manœuvres pour essayer de faire oublier le désastre auquel sa politique a conduit.

Le registre d'un PCF sorti précipitamment du gouvernement, pour ne pas subir jusqu'au bout le discrédit de

la gestion de l'austérité, est le symétrique opposé du PS. « Les diverses forces de droite et le Parti socialiste rivalisent d'ardeur pour faire accepter la fatalité de la crise », proclame un appel du bureau politique, le 27 février. En somme, le PCF serait ailleurs, hors de ce « jeu politicien », comme se plaît désormais à le répéter Georges Marchais. Comme horizon, le PCF ne dessine que la longue marche de son propre redressement électoral : « Notre parti s'est affaibli électoralement, en 1981 et en 1984. Du même coup, la lutte contre le chômage et l'austérité a été plus difficile. » Selon lui, les difficultés de la classe ouvrière sont réductibles à celles du PCF. Qu'a-t-il donc fait de si différent du PS au gouvernement pour prétendre à pareille démonstration ?

La tenaille de la division est en place. Le PS rêve d'une sorte de « front républicain » contre la droite et Le Pen, pour continuer à gérer, au pouvoir, l'austérité. Le PCF fourre dans le même sac le PS et la droite pour cultiver hors de la situation politique son jardin électoral.

Ce n'est pas sur eux que les travailleurs peuvent compter. Ni pour s'opposer à l'offensive réactionnaire ni pour lutter contre l'austérité, politique dont ils partagent la paternité. Car enfin, qui peut prétendre battre la droite s'il ne donne pas en même temps un mode d'emploi d'une bataille pour en finir avec l'austérité gouvernementale, dans la perspective de rompre avec le capitalisme en crise ? A cela, PS et PCF tournent délibérément le dos. Répondre à cet objectif, c'est sortir de la spirale infernale de leur division sempiternelle.

Jean Lantier

SOUSCRIPTION

Pour des candidat(e)s de la gauche anticapitaliste en 1986

En 1986, la LCR veut concrétiser les batailles qu'elle a menées par une vaste campagne politique :

- contre la politique d'austérité du gouvernement ;
- contre les projets de revanche de la droite ;
- pour rassembler une force anticapitaliste dans la pers-

pective d'un nouveau parti pour les travailleurs.

Deux millions et demi de francs — 250 millions de centimes —, voilà, d'après nos premières estimations, le coût de la campagne que nous devons et voulons mener en 1986 !

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LCR, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.

Quand le FN révèle ses méthodes

Dimanche 24 février. A Cuers, gros village près de Toulon, madame Cabri, soixante ans, refuse un tract distribué par trois membres du Front national, dont un épicer du village. Elle est aussitôt violemment frappée au visage par l'un d'entre eux. Ces coups entraîneront une incapacité de travail de huit jours.

La riposte ne se fait pas attendre : un tract signé par une quinzaine d'organisations locales dont le PS, le PC, la CGT, la CFDT, le SNI-PEGC et la LCR est distribué massivement à la population pour protester contre cette

agression inqualifiable.

Jeudi 28 février, près de trois cents personnes défilaient dans les rues de Cuers à l'appel des organisations signataires. Pendant ce temps, trente membres du Front national, venus en majorité de Toulon, restaient massés devant l'épicerie, prêts à provoquer les manifestants tout d'abord puis, surpris par le nombre, contraints à protéger le commerçant de la colère silencieuse de la foule qui se dispersa sans incidents. Une plainte a été déposée à la gendarmerie. L'enquête est en cours.

Correspondant Toulon

L'UNI, une des matraques du RPR

Chaque jour apporte un peu plus de preuves sur l'interpénétration de la droite et de l'extrême droite. A Talence, ville de la communauté urbaine de Bordeaux, le candidat de l'union de l'opposition, Cazabone, adjoint au maire, fait coller ses affiches par l'UNI, officine d'extrême droite fondée en 1968 par le SAC. Ces nerfs, portant des badges RPR et UNI, se sont attachés à des colleurs de la LCR.

Peu après, le responsable de la campagne de Cazabone leur a proposé de venir à son local « pour

arranger les choses ». Pour toute réponse, nos camarades ont porté plainte, informé la presse et proposé l'organisation d'un collage unitaire aux partis politiques du mouvement ouvrier présents sur cette ville et la sortie d'un communiqué commun. Le PS et le PCI ont accepté, le PC soutient « moralement ».

Le PS, quant à lui, a subi cinq agressions du RPR dans le département dont deux à Talence, pour lesquelles il a aussi porté plainte.

Correspondant

L'autre «effet Le Pen»

Un spectre hante aujourd'hui la droite parlementaire et il s'appelle Jean-Marie Le Pen. Tel est l'un des principaux enseignements de la campagne pour le premier tour des élections cantonales. Au fil des semaines, les leaders chiraquiens et giscardiens se sont entredéchirés à propos de l'alliance avec le Front national.

Ainsi se manifeste une nouvelle fois l'impasse dans laquelle se trouvent les battus du 10 mai 1981. En quatre ans, ils n'ont pas su se doter d'un projet crédible, susceptible de refonder l'unité des différents clans de la classe dominante. Ils se sont contentés de profiter du rejet des gouvernants par l'opinion ouvrière, de chevaucher la radicalisation des fractions les plus militantes de leur électorat, tandis que chacun des prétendants à l'Elysée s'efforçait de prendre le pas sur ses concurrents. Dans un contexte où les idées d'extrême droite ont largement pénétré le camp réactionnaire (voir page 5), ils ont de cette façon favorisé la percée du Front national.

Cela explique l'évident désarroi qui s'est emparé de l'opposition, ces dernières semaines. Dans un premier temps, celle-ci a cru qu'elle pourrait récupérer le courant dont bénéficie le Front national. On a alors vu Toubon, Gaudin et autres Poniatowski indiquer qu'ils n'avaient « pas d'ennemi à droite ». Loin de freiner la progression de Le Pen, cette attitude lui a fourni un regain de crédibilité. Au point qu'une série de dirigeants de droite (Seguin, Bariani, Veil, Barre, Chalandon, etc.), prenant conscience de la menace pour leurs propres intérêts électoraux, se sont prononcés contre toute alliance avec les lepenistes. Dans le *Quotidien de Paris* du 1^{er} mars, Alain Duhamel résumait bien leur démarche : « Négocier avec le Front national (...) est très sot, parce que cela revient à offrir à la gauche un terrain en or pour faire appel aux réflexes "républicains et démocratiques", parce que cela conduit inéluctablement à de graves divisions au sein de l'opposition elle-même, parce que cela facilite toutes les opérations de sauvetage que permet la réforme du mode de scrutin, parce que cela entretient des illusions qui, inmanquablement, se retourneront contre l'UDF et le RPR s'ils retrouvent le pouvoir l'an prochain, parce qu'enfin, l'extrême droite n'est forte que de la faiblesse du centre et de la droite modérée. »

Sous leur pression, les états-majors ont dû brusquement durcir le ton envers Le Pen et démentir toute velléité d'alliance avec lui. Il n'en reste pas moins que la question est loin d'être close. Il est en effet peu probable que ce revirement empêche le Front national de poursuivre une ascension qui s'enracine dans les effets désagrégateurs de la crise, conjugués au discrédit des partis de gauche et à la paralysie de l'opposition. D'ores et déjà, dans de nombreuses circonscriptions — notamment dans le sud de la France — des accords ont été discrètement négociés entre l'opposition et l'extrême droite. A l'évidence, d'ici 1986, la droite va se trouver en permanence menacée d'éclatement.

C. P.

DROITE-EXTREME DROITE

Des réseaux entremêlés

Dans les derniers jours de la campagne électorale, les dirigeants du RPR et de l'UDF ont pris leurs distances avec le Front national. « Nous n'avons rien à voir avec ces gens ; il n'est pas question d'alliances nationales ou locales avec eux », ont-ils répété à l'unisson. Rien à voir ? Quel mensonge !

Le soudain revirement des chefs réactionnaires ne peut que laisser perplexé. Faut-il qu'ils craignent l'attraction exercée sur leur base par les positions de Le Pen, pour éprouver le besoin de « visser les boulons » aussi brusquement qu'ils avaient récemment ouvert les vannes. Leurs déclarations ronflantes ne peuvent cependant faire oublier leurs responsabilités dans l'essor actuel de l'extrême droite et de ses thèses. Moins que jamais, il n'existe de frontière étanche entre une droite « républicaine » et une extrême droite peu fréquentable. Tout démontre, au contraire, que les réseaux de l'une et de l'autre sont profondément entremêlés.

Les idées...

Le processus a débuté dès la fin des années soixante, lorsqu'un certain nombre de dirigeants néo-fascistes tirèrent un bilan d'échec de leurs espoirs antérieurs de construire un grand « parti nationaliste ». Ils s'attachèrent dès lors à acquérir une nouvelle respectabilité, à s'insérer dans la sphère où se prennent les décisions et à y pratiquer un « entrisme idéologique ».

Cela aboutit, en 1969, à la fondation du Groupe de recherches et d'études sur la civilisation européenne (GRECE), par les responsables du groupe néo-nazi défunt, Europe-Action. Leur chef de file, Alain de Benoist, résumait à cette époque la stratégie de son mouvement : « Créer une société de pensée apte, par un pouvoir plus ou moins diffus, à conquérir une audience et des leviers d'action. »

Au centre du combat de cette « société de pensée », la vulgarisation de l'anti-égalitarisme, devenu aujourd'hui la référence commune de toutes les campagnes racistes et réactionnaires. « La pensée égalitaire, pouvait-on lire dans l'argumentaire fourni par le GRECE à ses adhérents, constitue à l'heure actuelle le commun dénominateur des doctrines universalistes et des idéologies de nivellement.

A l'origine, rien n'était plus étranger à l'esprit européen qu'une pensée de ce type : toutes les sociétés antiques sont des sociétés organiques, où la politique est conçue comme un rapport de forces, où les rapports sociaux se structurent autour d'un certain nombre de hiérarchies, où les individus sont pris pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire pour des personnes qui sont identiques à nulle autre... »

... les structures

Progressivement, la « nouvelle droite » fit sa pelote. Au point d'influencer une part non négligeable des élites politiques

On pourrait encore citer l'exemple de l'immigration, où les convergences avec Le Pen ne sont pas moins évidentes. Lors des élections municipales de 1983, le Club de l'Horloge appelait à « lever les tabous » : « L'immigration entraîne un cercle vicieux. En fournissant une main-d'œuvre abondante pour des emplois non qualifiés, elle a fait pression à la baisse des salaires correspondants, ce qui discrédite ces emplois, que les Français abandonnent, d'où un besoin supplémentaire de travailleurs étrangers. L'immigration a nui à la revalorisation du travail manuel. Elle a aussi entravé les progrès de la productivité. La réduction de l'appel à la main-d'œuvre étrangère aura un effet très rapide sur le chômage et donnera aussi un coup de fouet aux innovations technologiques ».

... et les hommes

Dans le même temps où la « nouvelle droite » prenait l'hégémonie idéologique au sein de la réaction, une série de dirigeants d'extrême droite se recyclait au sein des formations traditionnelles. Les derniers à le faire furent les dirigeants du Parti des forces nouvelles (PFN) qui, après 1981, rejoignirent le Centre national des indépen-

colloque où l'on rendit publiques cent propositions ultralibérales. Parmi ces dernières, l'interdiction de toutes les grèves « qui auraient pour motif des raisons extérieures aux relations dans l'entreprise ». Sans commentaires !

● **Gérard Gachet**, lui aussi ancien du PFN, s'est également reconverti au secrétariat national du CNIP comme responsable... à la communication. Un poste stratégique s'il en est !

● **Pierre Sergent**, fondateur de l'OAS-Métro, est aujourd'hui délégué national du CNIP à l'animation. Il vient de retirer sa candidature à Toulon, pour ne pas gêner le Front national.

● **Gérard Ecorcheville**, ancien dirigeant d'Ordre nouveau, il est à présent délégué national du RPR à... la formation. Candidat à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) dans le cadre des cantonales, il déclarait, le 5 mars au *Matin* : « Je pense que si un candidat du Front national arrive en tête le soir du premier tour, nos électeurs le soutiendront au second (...) Il y a un parti fasciste en France, c'est sûr ! Mais ce n'est pas le Front national, c'est le Parti communiste. »

● **Michel-Marie de Rostolan**, ancien militant d'Occident, président du cercle Renaissance (fréquenté par la plupart des courants fascistes), occupe la place de



Viend de paraître

Combattre



la bête immonde

Dossier ROUGE N° 13 10 FF 26 Mars 85 L/C/R

bourgeoises. Elle créa même une série d'offices qui représentent désormais autant de laboratoires d'idées pour l'opposition parlementaire. L'une des plus intéressantes est incontestablement le Club de l'Horloge, fondé en 1974, à la tête duquel on retrouve Yvan Blot (alias Michel Norey dans l'organigramme du GRECE), membre du comité central du RPR et Jean-Yves le Gallou, membre du comité directeur du Parti républicain.

Disposant de profondes ramifications dans la haute fonction publique, le Club de l'Horloge possède la particularité de développer, sur de nombreuses questions, un programme identique à celui du Front national. Il en va ainsi de l'éducation. Au cours d'un colloque organisé les 2 et 3 mai 1983, en présence de plusieurs parlementaires RPR et UDF, ses représentants indiquaient : « Comme il est nécessaire de prévoir la dénationalisation du secteur public après l'échec du socialisme, pourquoi ne pas en profiter pour opérer de même dans le système éducatif ? (...) Le renouveau de l'enseignement ne peut être que le fruit d'une autre logique que l'égalitarisme (1). »

dants (CNIP), vieux parti de la IV^e République tellement décrépité qu'ils n'eurent aucune difficulté à le contrôler.

Il suffit de citer quelques noms pour se convaincre de la profondeur d'un phénomène accentué depuis quatre ans, par la volonté des chefs de la droite de regrouper autour d'eux les secteurs les plus conservateurs.

● **Gérard Longuet**, fondateur de la Fédération des étudiants nationalistes avant de militer à Occident (ce lointain ancêtre du PFN), est maintenant député UDF et membre de la direction du parti giscardien. De lui, François Brigneau, éditorialiste de *Minute* et proche de Le Pen, écrivait en 1983 : « Savez-vous qui travailla, à l'origine, au programme du Front national ? C'est Gérard Longuet. »

● **Alain Robert**, ancien secrétaire général d'Ordre nouveau et du PFN, occupe actuellement les fonctions de président du CNIP pour la Seine-Saint-Denis et de secrétaire national du parti. C'est à ce titre qu'il s'est présenté sous l'étiquette RPR aux élections cantonales de Montreuil. Les 27 et 28 octobre 1984, il fut l'artisan d'un

secrétaire national du CNIP chargé des relations extérieures. Cet aristocrate assistait, en septembre 1983, au congrès de la Ligue mondiale anticommuniste (WACL).

On pourrait donner d'innombrables noms, tels ceux d'Yves Van Ghele (ancien du bureau politique d'Ordre nouveau, recyclé dans l'administration municipale d'Aulnay-sous-Bois), Patrick Devedjian (ancien coigneur d'Occident devenu maire d'Antony), Anne Méaux (ex-membre du comité central du PFN et attachée de presse du groupe UDF à l'Assemblée nationale), Christine Audibert (responsable du CNIP aux Lilas), Hervé Novelli (responsable du CNIP à Sarcelles), Philippe Cuignache (responsable dans le Val-d'Oise), etc.

Voilà comment cette interpénétration a permis aux thèses de l'extrême droite de se répandre et pourquoi maintenant les passages de la droite traditionnelle vers le parti de Le Pen se comptent par centaines.

Christian Picquet

1. Cité par Alain Rollat dans son dernier ouvrage, *Les Hommes de l'extrême droite*. Editions Calmann-Lévy.

CANTONALES

Une autre voix dans la campagne

Nous sommes à la veille du 1^{er} tour des élections cantonales. Nous présentons aujourd'hui la liste complète des candidat(e)s de Lutte ouvrière, de la LCR, ou de candidatures soutenues par la LCR dans le cadre de regroupements plus larges. Nous appelons à voter préférentiellement pour ces candidatures qui illustrent soit la volonté de ne pas être concurrentes sur un même canton, soit un accord politique plus substantiel. Dans les autres cantons, nous apporterons nos suffrages à toutes les candidatures qui refusent l'austérité et n'ont pris

aucune responsabilité dans sa mise en œuvre, et qui combattent la droite et l'extrême droite. C'est dans ce cadre que nous voterons pour les candidatures du PCI (malgré leur volonté patente de concurrencer avant tout la LCR dans certains cantons) ainsi que pour celles du PCML et de toutes les listes qui refusent de capituler devant la droite et le patronat et de cautionner la politique gouvernementale. Pour le reste, nous voterons, « sans illusion », pour toute organisation ouvrière, contre la droite et l'extrême droite.

continuera au-delà du scrutin des cantonales.

ALENÇON (ORNE)

« Joseph Montier a rassemblé la gauche pour un soir », titrait *Ouest-France* des 2 et 3 mars. La réunion du 28 février prenait en effet cet aspect particulier. Présents dans la salle, le secrétaire de l'UL CGT, des membres du bureau de l'UL CFDT, le secrétaire de la section PC d'Alençon, le responsable de la FASTI locale, un élu du PS, un responsable de l'Union pacifiste, en tout une centaine de participants dont trente chômeurs et plusieurs délégués syndicaux. L'objet d'une telle réunion, présidée par le candidat, était de tenir des « assises locales pour l'emploi ». Après le film réalisé par la LCR, les deux invités, Alain Lipietz pour son livre *L'Audace ou l'enlèvement*, et Nicolas Maheux, co-auteur de l'ouvrage *Les lendemains de la crise*, introduisaient leurs idées sur la manière de sortir de la crise du capitalisme. Ce débat avait reçu le soutien du PSU. Une initiative originale réussie, au cœur des débats ouvriers du moment.

vrier du textile et militant de la LCR, déclare dans sa profession de foi que « des hommes et des femmes de diverses sensibilités de gauche ont sollicité » sa candidature « pour ces élections au conseil général ». En effet, les responsables socialistes locaux, en le soutenant, ont préféré cette démarche à la présentation d'un candidat de leur parti.

La candidature de Raymond Vacheron se définit clairement comme destinée à recueillir les suffrages de celles et ceux qui ne soutiennent pas la politique du gouvernement et qui aspirent « à une gauche qui ne capitule pas, qui défend les intérêts des gens de ce canton et des travailleurs de ce pays ». Cette intention a pu être vérifiée dans la pratique. Le candidat s'est en effet illustré dans la lutte des salariés d'Agévoplast contre les licenciements, durant seize mois.

On comprend aisément la hargne des deux candidats de droite qui dénoncent « le révolutionnaire et le terroriste » Vacheron, qui ose perturber le ronron habituel des campagnes électorales bien réglées.

Leur inquiétude vient également des succès de la campagne électorale menée à Saugues. Dans de nombreux villages, le comité de soutien et son candidat ont tenu des réunions remportant un succès indéniable (80 participants contre une douzaine pour la droite).

CENON (GIRONDE)

Alain Remoiville, membre LCR du conseil municipal depuis 1983, ouvrier à la COFAZ (chimie), ne bénéficie pas des facilités des autres candidats. Les horaires de travail posté sont un obstacle. Et les indemnités municipales sont réservées au maire et à ses adjoints. Le candidat paie donc de sa personne... et de sa poche, pour participer à des réunions du conseil

municipal ou de la commission sur les questions scolaires dont il est membre.

Seul à s'être opposé en lien avec les associations locales à la fermeture des écoles, à l'utilisation des TUC comme au paiement un mois à l'avance de la cantine scolaire, alors que Guichard, le candidat du PCF a cautionné ces mesures du conseil municipal, le candidat de la LCR bénéficie du soutien de membres de multiples associations. Des parents d'élèves qui ont tiré le bilan de l'attitude des diffé-

rents partis lors des fermetures scolaires. Des militants(e) d'une association contre l'installation d'une usine d'incinération trop proche d'une cité d'immigrés et d'une école. Des jeunes, actifs dans la mobilisation de Convergence 84.

Dans ce fief PS où règne depuis longtemps Bonnac, notable social-démocrate à la Defferre, le succès de la campagne d'Alain est indéniable.

LILLE (NORD)

Philippe Legrand, postier à Lezennes, a mené une campagne dont les échos ont réussi à percer le silence habituel de la presse régio-

nale sur les activités de la LCR.

La manifestation anti-Le Pen, à laquelle il participait, a connu une réussite numérique. Elle a permis d'interroger le soir même le PS et le PCF, lors du colloque de la Ligue des droits de l'homme, sur leur absence d'un cortège aussi nombreux que celui de l'été passé, quand ils y avaient appelé. Fait remarquable, la présence de Philippe Legrand fut signalée « es qualité » dans le quotidien du PCF de la région, *Liberté*, ainsi qu'un extrait de son intervention.

Malgré les énormes moyens financiers des autres formations, une campagne à l'impact certain qui

Candidat(e)s présentés par la LCR

Marie-Madeleine MILLAUD, employée à l'ANPE, dans le canton de Saint-Denis Nord-Ouest (Seine-Saint-Denis); **Jean-Yves LALANNE**, ouvrier à la Snea-P, dans le canton de Lagor, à Lacq (Pyrénées-Atlantiques); **Alain REMOIVILLE**, ouvrier à la COFAZ, conseiller municipal à Cenon, dans le canton de Cénon-Bordeaux (Gironde); **Jean-Paul VALETTE**, enseignant, dans le canton de Sarlat (Dordogne); **Ignace GARAY**, employé à Pont-à-Mousson, dans le canton de Fumel (Lot-et-Garonne); **Jean-Yves Le Goff**, employé, dans le canton de Nantes XI (Loire-Atlantique); **André GARÇON**, employé PTT, dans le canton de Quimper III (Finistère); **Christophe INIZAN**, instituteur, dans le canton de Brest II (Finistère); **Yves JUIN**, employé communal, dans le canton de Rennes Sud-Est (Ille-et-Vilaine); **Philippe LEGRAND**, employé PTT, dans le canton d'Hellemmes-Lille (Nord); **Francis DEHAUT**, enseignant, dans le canton de Troyes VII (Aube); **Jean-François LEICK**, sidérurgiste à Unimétal, dans le canton d'Herseange-Longwy (Meurthe-et-Moselle); **Francine MAS**, employée SNCF, dans le canton de Dreux Sud (Eure-et-Loire); **Gilles Houdouin**, ouvrier à la COFAZ, dans le canton du Havre IV (Seine-Maritime).

Candidat(e)s soutenues par la LCR, dans un cadre de regroupement plus large

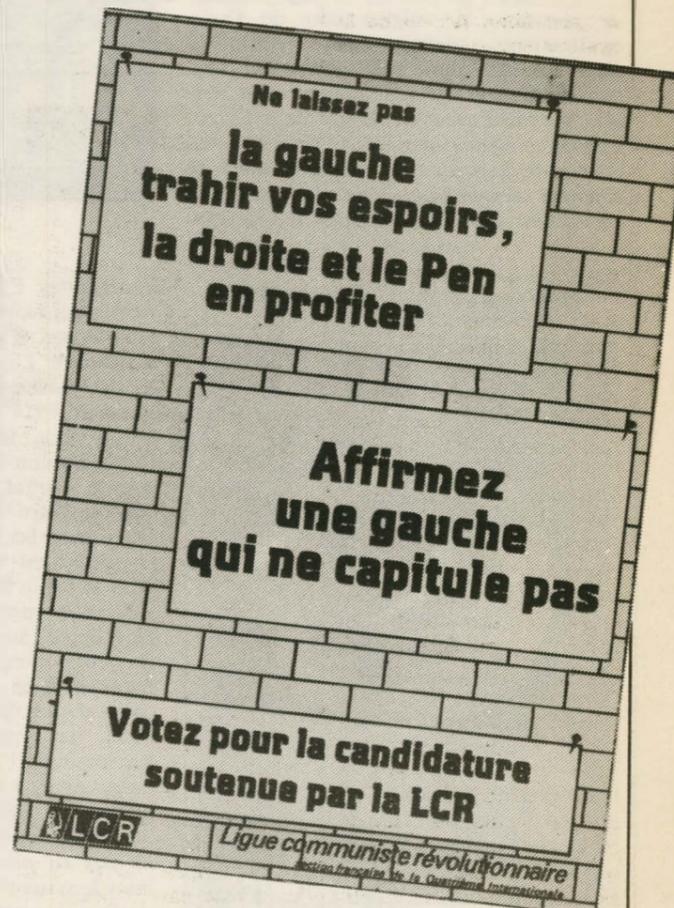
Joseph MONTIER, conseiller de gestion en agriculture, dans le canton d'Alençon III (Orne); **Louis ISNARDON**, employé PTT, à Bar-le-Duc (Aube); **Yves VANDRANE**, employé PTT à Marseille XIV (Bouches-du-Rhône); **Guy REY**, ouvrier métallurgiste à Sedan (Ardennes); **Raymond VACHERON**, ouvrier dans le textile, à Saugues, près du Puy (Haute-Loire); **Eric DEFRA-NOULD**, enseignant à Gérardmer (Vosges); **Jean-Pierre RICHARD**, conseiller municipal d'Hérouville.

Candidat(e)s présenté(e)s par Lutte ouvrière

Jean-Marie CLOREC, ouvrier aux Chantiers du Nord et de la Méditerranée, dans le canton de La Ciotat (Bouches-du-Rhône); **Sylvie CERVEAU**, employée à la Sécurité sociale, dans le canton de Vierzon I (Cher); **Régis MAYET**, dessinateur PTT, dans le canton de Dijon IV (Côte-d'Or); **Anne-Marie LAFLORENTIE**, employée de bureau, dans le canton de Toulouse XII (Haute-Garonne); **Guy LAFON**, agent hospitalier, dans le canton de Pessac I (Gironde); **André MOULIN**, ouvrier perceur, dans le canton de Saint-Chamond Sud (Loire); **Marie-France BELIN**, employée, dans le canton de Saint-Nazaire Est (Loire-Atlantique); **Nicole BAUDRIN**, sage-femme au CHR de Lille, dans le canton de Lille Sud-Est (Nord); **Georges MESTRES**, ouvrier professionnel, dans le canton de Lyon XII (Rhône); **Gisèle LAPEYRE**, laborantine à l'hôpital Charles-Nicolle, dans le canton de Rouen V (Seine-Maritime); **Gérard BELOT**, ouvrier professionnel, dans le canton de Belfort Ouest (Territoire-de-Belfort); **Michel BRETON**, technicien, dans le canton de Gennevilliers (Hauts-de-Seine); **Roland SZPIRKO**, ouvrier métallurgiste, dans le canton d'Aubervilliers Est (Seine-Saint-Denis); **Michel JOUANNIN**, dessinateur industriel, dans le canton de La Courneuve (Seine-Saint-Denis); **Gilbert FONTANET**, ouvrier métallurgiste, dans le canton de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis); **Patrice CRUNIL**, ouvrier fraiseur, dans le canton d'Argenteuil Nord (Val-d'Oise); **Claude DUFOUR**, ouvrier électricien, dans le canton de Clermont-Ferrand Sud-Est (Puy-de-Dôme).

SAUGUES (HAUTE-LOIRE)

Ce canton près du Puy est essentiellement rural. Raymond Vacheron, ou-



CAEN-HEROUVILLE

Construire une force anticapitaliste

«Changer vraiment maintenant»

A Caen-Hérouville, la campagne des élections cantonales est marquée par la candidature de Jean-Pierre Richard, représentant d'une association locale : « Changer vraiment et maintenant ». Menuisier, conseiller municipal d'Hérouville, Jean-Pierre Richard a reçu le soutien de la LCR et des Verts. Nous lui avons posé quelques questions.

● Qu'est-ce qui t'a amené à participer aux activités de « Changer vraiment maintenant » ?

Eh bien, anciens militants d'associations à Hérouville, on a été très vite en contradiction avec ceux qui détenaient la municipalité et on a été amené à rechercher des organisations prenant en compte les problèmes hérouvillais. C'est pourquoi on s'est retrouvé à plusieurs et est née cette association « Changer vraiment maintenant ».

● Quelles sont les principales motivations pour militer dans cette association ?

C'est qu'on y exerce une véritable démocratie. Tout est débattu à notre niveau. Tout le monde peut apporter son savoir, ses connaissances, pour une véritable réflexion, pour que les travailleurs puissent, eux aussi, apporter quelque chose dans le débat, les actions municipales, au niveau de toutes les réalisations, au niveau du quotidien, du cadre de vie, pour qu'on puisse s'exprimer...

● Quel bilan fais-tu de la gestion gouvernementale de la gauche ?

Le bilan qu'on en tire, et que j'en fais personnellement, c'est qu'on s'aperçoit que, pour nous les travailleurs, rien n'a vraiment changé. Aujourd'hui, je viens de recevoir ma quittance de loyer, c'est 1 700 F avec l'eau chaude, je lis en bas, au panneau de mon HLM que c'est 50 F le mètre cube d'eau chaude... Alors, qu'est-ce qui a vraiment changé pour nous ?

On est dans une période d'austérité, tout le monde nous le crie. Mais est-ce les travailleurs qui doivent la payer ? On s'aperçoit de plus en plus que c'est toujours les travailleurs qui paient les pots cassés. Mon pouvoir d'achat a diminué, voilà dix ans, je gagnais mieux ma vie que maintenant. J'estime que si tout le monde — du moins si l'union de la gauche — dit que la France est sauvée, qu'il y a un redressement, que ça va mieux, je considère que pour moi, ouvrier, ça va de plus en plus mal. Et on peut même se

poser la question : « Comment demain payer notre loyer » ?

● Sur le plan local as-tu également des critiques à faire ?

Sur le plan local, les critiques sont un peu les mêmes. On voit que toutes les décisions sont prises au-dessus des travailleurs. Je ne citerai qu'un exemple : dans le cadre des cantonales, un fonctionnaire a droit à dix jours de congés, un travailleur, lui, n'a le droit à rien du tout. Comment peut-il s'exprimer, avoir droit au chapitre si, partout, il est en quelque sorte absent ?

Alors on s'étonne que dans les municipalités on trouve beaucoup d'enseignants, comme par hasard. Eux aussi, ils s'appellent travailleurs, ils veulent à tout prix être travailleurs, mais avec des salaires qui sont parfois le double du smicard. Alors, quand les copains de la SAVIEM ou de la SMN, ou des grandes entreprises du coin, qui, eux... Parce que, là aussi, si le SMIC a été augmenté depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, les ouvriers il y



Ils n'ont pas besoin de compter chaque jour, ils n'ont pas de soucis.

Moi, ce mois-ci, il faut que je calcule, j'ai ma quittance d'eau chaude à payer, j'ai mon téléphone, j'ai ma quittance d'électricité. Tout ça tombe le même mois.

● As-tu un passé militant et qu'est-ce qui te rapproche ou te différencie de la LCR ?

Sur un salaire au SMIC, on peut faire le compte de ce

CFDT, j'ai été secrétaire d'une section syndicale dans une entreprise où on a tous été licenciés. Licenciements économiques : l'entreprise a été rachetée en totalité, on a tous été licenciés...

Suite à cela, j'ai eu des engagements politiques à travers le PSU. J'ai participé à Lip. C'est sur cette table que les montres de la SAVIEM sont arrivées un beau soir. J'ai participé à cette lutte, j'avais monté le drapeau de Lip sur le

beaucoup de textes, mais peu d'efficacité. Alors, moi aussi... J'a été le dernier du PSU à rentrer au PS. J'y ai fait un court stage. Parce qu'effectivement, quand on arrivait avec des dossiers, comme par exemple le dossier du nucléaire, les problèmes de la Hague, si c'était un travailleur qui l'avait fait, c'était pas possible, on lui avait soufflé, on l'avait aidé... Donc, je me suis aperçu qu'on ne prenait pas en considération ce que les travailleurs avaient à dire.

Et je me suis retrouvé comme « Monsieur tout le monde », sans carte politique en poche, à militer à travers une association. Une association qui a été virulente puisqu'elle a empêché que des constructions se fassent sur le quartier, pour respecter les espaces verts, le cadre de vie. Et, depuis lors, je milite à travers l'association « Changer vraiment maintenant ».

Ce qui m'éloigne de la Ligue ? Disons qu'il y a des analyses que j'estime être les miennes. Et je pense que si je ne franchis pas le pas aujourd'hui, je le ferai peut-être un jour. Mais, actuellement, à travers l'association, je trouve que la démarche qu'on a, l'ouverture, aussi bien avec des écologistes, des gens d'associations telles que la défense du cadre de vie ou autres... Tout cela nous amène à approfondir notre réflexion. On l'a vu encore avec la préparation du dernier conseil municipal, on a été amené à voter parce que tout le monde n'avait pas les mêmes explications, les

mêmes thèses... Ça amène chacun à évoluer et je pense que c'est une véritable forme de démocratie, qu'il faudrait justement développer de plus en plus en France.

● La candidature de « Changer vraiment maintenant » aux cantonales, quel est son intérêt pour toi ?

L'intérêt c'est que c'est une tribune pour que les travailleurs puissent s'exprimer. Ce n'est pas une coïncidence si, lors de la dernière manifestation des camarades de la SAVIEM, ils se sont aperçus qu'il y avait un seul élu. Et l'élu, c'était un hérouvillais, un travailleur, un gars comme eux.

Je pense que, d'une part, la droite, on ne se trompe pas de côté, on le dit : une droite revancharde, on n'en veut surtout pas. De l'autre, la gauche qui, effectivement, capitule, qui, en bien des endroits, applique les mêmes méthodes, et n'est pas du tout en rupture avec le système capitaliste, nous pose problème. Alors, beaucoup de nos amis nous avaient contactés et nous disaient : « Il faut faire quelque chose. Nous, on sait pas pour qui on va aller voter. » Il y avait une démarche à effectuer. Et cette démarche, on l'a faite. Et on l'a faite en équipe. C'est pourquoi je suis candidat aux cantonales, sur un canton, le canton Caen 5, où comme par hasard un ministre des PTT nous a été parachuté.

Propos recueillis par René Le Bris

CHANGER VRAIMENT MAINTENANT

MOBILISONS - NOUS!

VOTEZ Jean-Pierre RICHARD

«Changer vraiment maintenant»

Soutenu par la LCR et les Verts

en a de plus en plus qui ne touchent que le SMIC...

Si bien que, sur le plan local, on rencontre exactement les mêmes problèmes. Les gens qui détiennent le pouvoir, ils sont à côté de leurs pompes, parce qu'ils ne savent pas ce que c'est que finir le mois avec une pomme de terre sur la table.

qui reste pour faire vivre une famille de cinq personnes.

J'ai effectivement un passé militant. J'ai démarré très jeune à la JOC, ce qui m'a fait comprendre une certaine notion des travailleurs, de l'ouvrier, et qu'on pouvait s'organiser et se défendre. J'ai milité à la

château d'eau, à Hérouville.

Et très vite, on était déjà en désaccord avec ce qui pouvait se faire au niveau municipal. J'ai milité dans les GAM, groupes d'action municipaux, à cette époque là, à Hérouville. Et puis, le PSU, les orientations c'était des débats techniques, beaucoup de grandes paroles.

MINES FORBACH

C'est bien l'austérité qui a tué !

« C'était prévisible » ! Les réflexions des mineurs sur les causes de la catastrophe du puits Simon sont maintenant quasi certaines. Elles reposent, avec vigueur, la question du droit de contrôle, d'enquête et de veto des mineurs, sur leurs conditions de travail.

Si la commission d'enquête officielle, comme le Service des mines, restent toujours muets sur les causes vraisemblables de la catastrophe du puits Simon, les témoignages des premiers sauveteurs, les réflexions des mineurs de la région s'accordent de plus en plus : c'était prévisible ! Le système d'aérage en place est connu, il est fortement déconseillé dans les mines « grisouteuses ». Certains « anciens » s'en souviennent, dans la région, dans les années cinquante, les mêmes causes avaient engendré les mêmes effets : une explosion avait tué plus de vingt mineurs.

Le système d'aérage concerné — utilisé parce qu'il est moins coûteux que d'autres — peut concentrer dans certaines « zones mortes », des poches de grisou. Une étude attentive doit permettre de localiser celles-ci. Encore faudrait-il en avoir les moyens et le temps. Il n'y avait pas de tête de grisoumètre (1), à l'endroit où la poche de grisou s'est concentrée. Le chef porion n'avait qu'un grisoumètre de poche. Au niveau du sol, la couche de gaz mortel est indécelable. Elle s'accumule à partir du plafond. « Si l'accident s'est produit ainsi, explique un ancien du puits

Saint-Fontaine, il n'y a rien de neuf ».

Rien de neuf, mais vingt morts et des dizaines de blessés de plus. Lundi 4 mars, la grève appelée par la CGT, la CFDT, la CFTC a été largement suivie dans la région de Forbach. 80 % des mineurs environ ne sont pas « descendus ». Seul le syndicat FO n'appelait pas à la grève « mieux vaut descendre et parler sécurité au fond », paraît-il ! Mardi le travail a repris. Rien n'est réglé pourtant en ce qui concerne la vie des mineurs. « D'accord, remarque l'un d'entre eux, "Ils" vont sans doute surveiller, améliorer les systèmes d'aérage en place pendant quelques mois. Puis tout redeviendra comme avant. Avec les mêmes dangers ».

C'est bien la course au profit qui fait courir chaque jour aux travailleurs du charbon le risque de mort. L'éviter serait possible. Si les systèmes d'aérage en place étaient choisis en fonction de leur fiabilité, et non de leur prix de revient. Si les têtes de grisoumètre étaient déployées en quantité suffisante dans les galeries. Si l'ensemble du système était relié à un poste de vigie en surface contrôlant le tout, et interdisant la descente en cas de danger. Mais l'ensemble de ces « si », est jugé d'un coût

trop lourd pour les houillères du bassin lorrain (HBL) ! Dernier détail : les économies se font aussi sur les masques à gaz ! Il y en a

un pour trois mineurs. « Par endroit, après l'explosion les gars ont dû se battre entre eux pour échapper à la mort » ! D'ici quelques

mois, les HBL auraient décidé de doter chaque mineur d'un masque de poche. En attendant...

Michel Morel

1. Les têtes de grisoumètre sont les appareils utilisés dans les galeries pour mesurer le taux de grisou existant.



RENAULT

Tout faire pour être prêt !

Le week-end dernier, plusieurs dizaines de militants et sympathisants de la LCR travaillant dans les usines de la Régie Renault se sont réunis pour confronter leurs analyses de la situation dans leurs usines. Et pour préparer ensemble leur contribution à la mobilisation générale, indispensable face à l'épreuve de force qui se profile.

Après l'arrivée du nouveau P-DG de la Régie Renault, le trait dominant de la situation reste l'attente. Une échéance a déjà été fixée, puisque le plan de restructuration de la nouvelle direction est annoncé pour le mois d'avril. La tentative d'associer les syndicats à la négociation des suppressions d'emplois et des licenciements a échoué avec le refus de la CGT et de la CFDT de signer l'accord cadre sur la mobilité. Le nouveau P-DG a reçu le feu vert du gouvernement pour s'en prendre frontalement aux travailleurs de Renault et à leurs organisations syndicales. Certains bastions parmi ceux que constituent des usines du groupe sont un obstacle insurmontable à la bonne réalisation des plans des partisans de la modernisation et de la flexibilité à la mode patronale. Ils sont en première ligne dans les plans de restructuration envisagés.

Les rumeurs couramment citées dans la presse, ou répandues parmi le personnel, témoignent toutes de l'importance de l'enjeu. L'Usine nouvelle explique que parmi les tentations de Georges Besse figure la fermeture de l'île Seguin, de tout le centre industriel de Billancourt. Les branches les plus souvent déficitaires, comme la division des machines agricoles, seraient liquidées avec dépôt de bilan à la clef. C'est l'usine de Mans, la plus ancienne de Renault après Billancourt, qui serait frappée par ces mesures, puisque cette usine fabrique les machines agricoles de la Régie. Enfin, l'usine de Cléon, spécialisée dans la fabrication d'organes mécaniques — moteurs et boîtes de vitesse — est aussi sous la menace de suppressions d'emplois, pour cause de sureffectifs. Billancourt, Le Mans, Cléon : ce sont trois usines parmi les plus anciennes de

la Régie. Là où les luttes ouvrières ont permis de forger des lignes de résistance à la toute-puissance patronale. Ce sont ces trois usines qui sont les plus directement visées par les plans de restructuration en cours d'élaboration.

Dans cette situation d'attente, force est de constater que les syndicats de Renault n'ont pas entamé la préparation unitaire et vigoureuse de l'épreuve de force qui se profile. FO et la CFDT sont devenues presque silencieuses sur la réalité des menaces qui pèsent sur les ouvriers de la Régie, tout en poursuivant, à en croire le *Nouvel Economiste*, des discussions au plus haut niveau avec le P-DG du groupe.

Quant à la CGT, elle s'est lancée dans la préparation d'un plan industriel de rechange. Elle préconise notamment la constitution d'un consortium des firmes européennes capitalistes, pour financer les investissements de Renault aux USA. Le principal débrayage organisé ces dernières semaines par la CGT à Billancourt l'a été pour exiger la signature d'un accord entre Renault et l'entreprise soviétique Moskvitch.

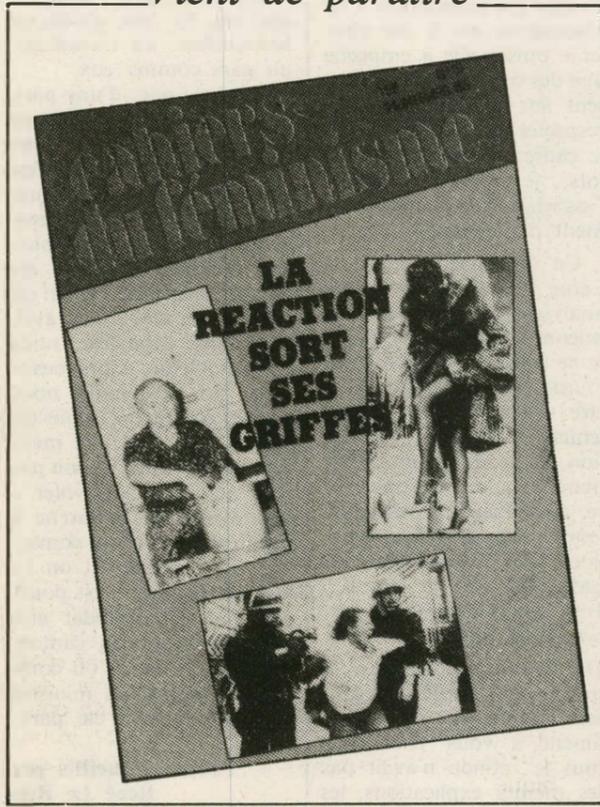
Agir pour alerter les travailleurs sur la réalité et la gravité des mesures qui se préparent ; agir pour prépa-

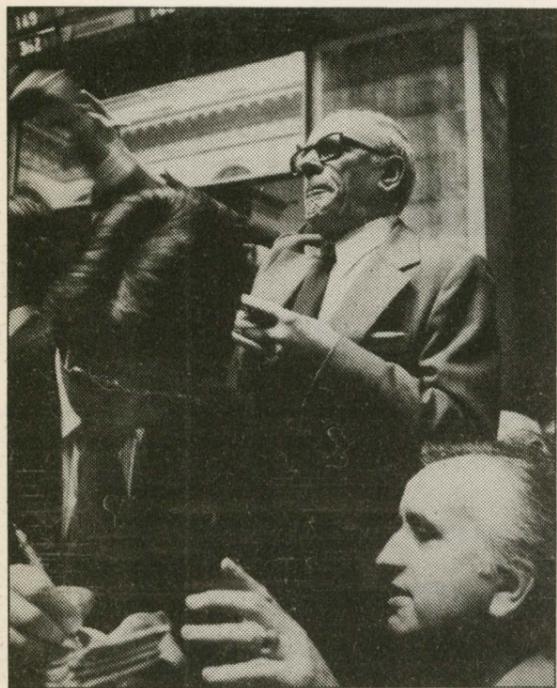
rer le mouvement d'ensemble qu'exige la situation ; convaincre que l'objectif à atteindre, dès lors que les attaques commenceront, est celui de la grève générale de tous les travailleurs de la Régie ; regrouper les forces de tous ceux qui ne baissent pas les bras et sont décidés à s'engager dans la préparation unitaire des batailles impératives : ce sont les questions principales que le mouvement ouvrier de Renault doit résoudre afin de riposter le plus efficacement possible aux mesures qui sont en cours de préparation.

Afin de contribuer à la préparation de la riposte nécessaire, la LCR a réuni le samedi 2 mars ses militants et sympathisants de la majorité des usines de Renault : Billancourt, Flins, Le Mans, Cléon, Dreux, Choisy, Sandouville. Des militants de Peugeot-Montbéliard participaient à cette réunion. Les militants et sympathisants de la LCR ont échangé leurs analyses concernant la situation dans leurs différentes usines, et ont pu vérifier que ce qui était à l'ordre du jour, de leur point de vue, était bien la préparation d'un mouvement d'ensemble, indispensable pour défendre les intérêts les plus immédiats des ouvriers de la Régie.

Jean-Claude Bernard

Vient de paraître





Deux mondes !

Relance ou pas relance ? Plus ou moins de croissance ? Le refrain court à travers les mass-médias. Bérégovoy joue les ténors, Riboud P-DG de Schlumberger et « proche » de Mitterrand y consacre sa plume besogneuse dans « le Monde » de la semaine dernière. Au même moment, les TUC se multiplient et passent de 100 000 à 200 000. Le gouvernement incite les patrons à développer le travail à temps partiel. Le CNPF dit oui à la reprise des négociations sur la flexibilité du temps de travail, à la demande pressante des organisations syndicales, dont les militants viennent de désavouer, il y a quelques semaines, la volonté de compromis. L'un ne va pas sans

l'autre ! Les velléités de relance visent la course au profit, qui se nourrit de la remise en cause des acquis des travailleurs, de leurs conditions de vie et de leurs conditions de travail. Les exemples réunis dans ces deux pages se passent de commentaire. Des morts de la mine aux suppressions d'emplois qui menacent ceux de Renault ou du textile, la cause est la même : favoriser le profit à tout prix ! Image mortelle de deux mondes qui s'opposent : celui des patrons, celui des travailleurs qui en sont victimes ! En entonnant le refrain de la relance et de la flexibilité du temps de travail, ceux qui nous gouvernent choisissent le leur !

THOMSON-GENEVILLIERS Riposte à la répression antisyndicale

« Trouble du bon ordre de l'établissement ; trouble du bon fonctionnement du gardiennage, qui ne pouvait plus contrôler les allées et venues dans un établissement abritant de nombreux locaux réservés à la sécurité et la défense ; trouble de la bonne image de la société vis-à-vis de visiteurs extérieurs qui passent obligatoirement par le hall d'entrée. » ... « Par ces motifs », la direction de Thomson DTC à Genevilliers, vient de condamner neuf délégués de la CFDT de l'entreprise, à un avertissement !

Leur crime : avoir installé une table pour faire

signer des pétitions. Leur motif : appeler le personnel à protester avec eux contre les diminutions d'heures de crédits attribuées aux militants des commissions du Comité d'entreprise par la direction, entravant leurs tâches.

Les activités sociales, culturelles et sociales du Comité d'entreprise ont été mises à mal. Maintenant la direction se permet d'interdire — chose tout à fait nouvelle dans l'usine — les signatures de pétition publiques ! Appelés à une assemblée générale jeudi 28 février par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO pour montrer à la direction qu'ils n'accepteront pas « de voir quarante ans d'acquis sociaux disparaître », trois cent cinquante travailleurs se sont réunis puis sont allés dire son fait à la direction, dans ses bureaux.

TEXTILE-CHAUMOND

Plus de limite à la rage patronale

Sanctions, mises à pied, infraction aux lois sur les comités d'entreprise, la direction de Vitos-Chaumont use de tous les moyens pour briser la résistance des travailleurs en lutte contre les licenciements.

Vitos, à Chaumont, est une entreprise textile du groupe Prouvost (Lainière de Roubaix), fabriquant des produits de haut de gamme, pour lesquels la vente est assurée. Elle emploie cent trois salariés, syndiqués à la CFDT — des femmes pour la plupart — volontairement « désinformés » par la direction qui cherche à « restructurer » pour augmenter ses profits et à moyen terme à fermer l'établissement. La direction annonce dix-huit licenciements, répond par des injures et le mépris aux demandes d'explications, aux propositions, provo-

quant. La totalité des ouvrières se sont mises en grève puis, devant l'attitude de refus et d'hostilité de la direction, elles retiennent trois cadres dirigeants pour les obliger à discuter. Ils refusent, mais le chef du personnel tente une évasion, bouscule et blesse légèrement deux délégués du personnel à cette occasion.

Le lendemain, en audience de référé, le procureur de la République — lui-même — déclare aux ouvrières qu'elles ont commis un crime passible de plusieurs années de prison ! Les juristes apprécieront ce

singulier réquisitoire lors d'un référé ! Le préfet est prêt à faire évacuer par les flics l'entreprise occupée. Les ouvrières évacuent donc l'usine, mais deux syndicalistes déléguées, mères de plusieurs enfants, entament une grève de la faim dans le hall de la mairie de Chaumont. Trois cents personnes manifestent en ville dans l'unité, en solidarité. Seule une ouvrière de l'entreprise, déléguée par ses camarades, prend la parole sur le parvis de l'hôtel de ville, devant les manifestants, et exhorte à la lutte.

Le lendemain, au comité central d'entreprise, à Troyes, la direction refuse l'entrée de deux syndicalistes, membres du CCE, prétextant qu'elle les met à pied, comme d'ailleurs toutes les déléguées du personnel, et demande onze licenciements supplémentaires... dont les déléguées. Cette infraction aux lois (refus de

laisser siéger les membres régulièrement élus au CCE), aucun procureur de la République mitterrandiste ne la fustige !

La grève de la faim est arrêtée sur avis médical mais la lutte continue. La direction maintient sanctions et licenciements et va jusqu'à déclarer vouloir porter plainte contre l'inspecteur du travail, qui aurait commis le crime de répéter quelques paroles directoriales à l'extérieur. On n'a jamais vu cela ! Il faut que cela se passe sous un gouvernement de gauche.

Soutenus par le gouvernement « socialiste », par son préfet, par tout l'appareil répressif, les patrons ne « se sentent plus ». Ils sont enragés dans leur volonté de casser le syndicalisme qui lutte pour défendre les travailleurs, et ils emploient tous les moyens, de la mise au chômage à la répression, pour intimider les ouvriers.

Correspondant

Editorial des feuilles d'entreprises

Mineurs britanniques Une grève historique

Par 98 voix contre 91, les représentants des mineurs en grève ont mis un terme au conflit des mineurs britanniques qui durait depuis 357 jours, soit près d'un an. La fin de cette grève a des répercussions sur toute la classe ouvrière britannique, mais aussi sur tous les travailleurs qui, dans leur pays, en de multiples occasions, ont manifesté leur soutien aux mineurs anglais.

Thatcher et la guerre de classes

Le projet conjoint de Margaret Thatcher et du patron des Charbonnages, Ian MacGregor, était de briser la résistance des secteurs les plus combatifs des travailleurs. Ils cherchaient une victoire brutale, physique, par KO, pour mater la classe ouvrière et lui faire payer la crise capitaliste. Aux trois millions de chômeurs que compte la Grande-Bretagne, ils voulaient en ajouter vingt mille, parmi les 186 000 mineurs de ce pays.

L'enjeu pour Margaret Thatcher et MacGregor était d'imposer, par la force policière, une législation antisyndicale, comportant la restriction du droit de grève, l'interdiction des piquets de grève, le cassage des bastions syndicaux. Le rêve de Le Pen et de Chirac...

Un échec... mais une grève qui marquera

La grève se solde par un échec. Mais elle montre que le combat contre les licenciements et la loi de la rentabilité est indispensable. Aux

capitulations sans combat, aux compromis élastiques des syndicats, répondaient en écho la mobilisation et l'esprit de combat des mineurs.

Ce conflit n'est pas l'échec du syndicalisme de combat et de l'esprit de classe, mais celui de leur isolement. Ce qui est nuisible au combat contre les licenciements, ce n'est pas le « jusqu'au-boutisme » d'un secteur entier, c'est le manque de relais dans les autres secteurs de l'industrie. Sans ce relais dans le soutien et l'extension de la grève, le rapport de forces nécessaire pour faire reculer patronat et gouvernement n'est pas bâti.

Dès lors, le procès à instruire est celui de ces directions nationales des TUC, la confédération syndicale britannique, qui, malgré les promesses au congrès de Brighton en septembre, ont organisé l'isolement des mineurs et du NUM (Union nationale des mineurs).

Quand le front patronal, à plusieurs reprises, menaçait de se rompre, quand Thatcher était en passe de reculer, aucune aide n'était venue des autres syndicats pour pousser l'avantage.

L'indispensable mouvement d'ensemble

Thatcher et le patronat ont gagné. Le prix de cette victoire peut être une défaite électorale des conservateurs. Car le choc de ce conflit n'a pas fini de produire ses effets.

Au terme de cette année de grève des mineurs, le mouvement de l'ensemble des travailleurs apparaît plus que jamais une condition décisive pour espérer gagner. Une leçon qui dépasse les frontières du royaume britannique !

ENTRETIEN AVEC TROIS MEMBRES DU BUREAU CONFEDERAL DU MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

«Une étape dans la campagne de sensibilisation sur le sexisme»

Le Mouvement français pour le planning familial organisait, le 2 mars, un forum sur « la place des femmes dans la société ». A l'issue de cette initiative, qui fut l'occasion d'un débat très riche, Geneviève Thouvenot, Catherine Lesterpt et Nicole Chrétien, membres du bureau confédéral du MFPF, ont bien voulu répondre à nos questions. Nous les en remercions.

● Pourquoi cette initiative ?

Geneviève — A l'origine, nous avons voulu lancer une campagne de sensibilisation sur le sexisme à l'aide d'une enquête que nous avons appelée « Place des femmes dans la société ». Le résultat nous a paru tellement intéressant que nous en avons fait une exposition sous forme de panneaux-affiches, une brochure et enfin le forum portant sur les trois thèmes que le MFPF estimait capital de mettre en lumière : le droit à l'emploi pour les femmes, l'accueil de l'enfant, « femmes et pouvoirs ».

Cette décision n'est pas sortie du sable. Elle est le résultat d'une analyse qui a été menée dans le mouvement à partir de ce que nous disent les femmes que nous rencontrons dans nos permanences.

● Quel bilan en tirez-vous ?

Geneviève — Globalement positif. D'abord au regard de l'affluence : quelque deux cents femmes sont venues à un moment ou à un autre de la journée. Beaucoup de militantes des associations départementales du

Planning, ce qui est important pour nous car cela signifie que notre campagne est bien portée par le mouvement.

Mais aussi de nombreuses femmes de tous horizons, ce qui correspond bien à ce que nous voulions faire : une ouverture du mouvement vers les autres associations et organisations menant une réflexion sur la place des femmes dans le monde du travail et plus généralement dans la société.

Cette réflexion n'est pas nouvelle dans le MFPF. Ce qui est nouveau, c'est la décision de la mener avec d'autres.

Le nombre et la qualité des intervenants, sollicités sur des questions précises, et des interventions de la salle, nous ont confirmé que nous ne nous trompons pas en pariant que ces questions féministes, que tout le monde dit dépassées, passionnent.

● Justement, pour entrer dans le vif du sujet. Le premier débat sur le droit à l'emploi a été l'occasion de plusieurs interventions contre le développement du travail à temps partiel. Qu'en avez-vous pensé ?



Geneviève — C'est une question d'actualité. Non par sa nouveauté, mais parce qu'en ce moment, le gouvernement met en place une politique d'encouragement au temps partiel. Or nous voyons une menace contre l'emploi des femmes et leur indépendance financière, gage indispensable de leur autonomie. Par ailleurs, nous tenons à faire l'articulation entre l'éducation que l'on donne aux filles, qui les mène plus ou moins inéluctablement vers des filières de formation conduisant à des emplois déqualifiants, et le fait que le travail à temps partiel s'abat plus particulièrement sur ces emplois-là.

Il n'est pas question de porter un jugement de va-

leur sur les femmes qui acceptent ou choisissent le temps partiel, mais d'en dénoncer les pièges.

● Lors du forum « accueil de l'enfant », Odile Plan, de la CFDT, a déclaré que « la création de crèches collectives représentait aujourd'hui un coût insurmontable pour le budget national » et qu'il « fallait développer les solidarités et ne pas faire toujours appel à l'Etat-providence ». Quelle est la position du MFPF ?

Nicole — Les propos de madame Plan n'engagent qu'elle et son organisation. La notion d'insurmontabilité est un propos politique et non financier. C'est une question de choix et de volonté politiques. On ne se pose pas cette question dans les mêmes termes quand il s'agit de la Défense nationale par exemple !

Quant au refus de l'Etat-providence en France aujourd'hui, il faut toujours craindre que derrière cette affirmation ne se cache une menace sur les acquis sociaux.

● Au cours des débats, plusieurs fois a été posée la question des perspectives et des possibilités d'action face aux risques de régression des droits des femmes. Comment voyez-vous cela ?

Catherine — Ce forum sur la place des femmes dans la société était une étape dans la campagne de sensibilisation sur le sexisme. Un coup d'envoi en quelque sorte. Il donnera lieu, nous l'espérons, à de nombreux forums en province, à une formation large grâce à l'exposition et à la brochure.

Ce forum devait aussi permettre au MFPF d'entrer

Rencontre avec des femmes latino-américaines

C'est sous le signe de la solidarité internationale que s'est ouverte la série de débats organisés à la Maison des femmes de Paris à l'occasion du 8 Mars : l'après-midi du 2 mars fut consacré aux luttes des femmes en Amérique latine. Une Péruvienne, une Chilienne et une Uruguayenne ont tour à tour présenté la situation dans leurs pays respectifs : après la floraison de groupes féministes regroupant surtout des intellectuelles, on assiste aujourd'hui à l'apparition de nouvelles formes de lutte, beaucoup plus liées aux milieux populaires.

L'exemple du Pérou est à cet égard très significatif. Dans ce pays, l'un des plus touchés par la crise économique, où le chômage et le sous-emploi frappent plus de la moitié de la population active, la préoccupation première est bien souvent d'arriver à survivre, en particulier dans les immenses bidonvilles autour de Lima. C'est pour tenter de résoudre ce problème que les femmes ont commencé à se regrouper, dans chaque quartier, pour organiser des cantines populaires, prenant en charges elles-mêmes la distribution des vivres à la place des associations de

charité. Ce mouvement a pris très vite une grande ampleur avec plusieurs dizaines de comités dans chaque bidonville, regroupés dans une fédération.

Certes, cette démarche ne se situe pas d'emblée sur le terrain du féminisme. Mais très vite les réunions des comités dépassent les questions de nutrition et de gestion pour déboucher sur les problèmes sociaux et politiques ; puis les femmes en viennent peu à peu à aborder leurs propres problèmes, même les plus tabous (contraception, avortement, sexualité, violences au sein de la famille). Dans les faits, cela représente une rupture complète avec le rôle traditionnel des femmes.

Ailleurs, comme au Chili ou en Uruguay, c'est souvent dans la lutte contre la répression que les femmes commencent à se regrouper (comités de mères de prisonniers). Là aussi ces formes d'auto-organisation débouchent rapidement sur une prise de conscience beaucoup plus large de leur situation en tant que femmes. Il y a là une dynamique porteuse de changements profonds quant à la place des femmes dans ces pays.

Anne-Marie Granger

Le 8 mars à la Maison des femmes à Paris

Une série d'activités (non mixtes) se tiendront à la Maison des femmes de Paris à l'occasion du 8 Mars.

● **Vendredi 8**

Soirée cinéma à 20 h.

● **Samedi 9**

— 14 h : débat sur la solidarité internationale et sur les femmes immigrées.

— 17 h : débat sur le Plan famille et l'emploi des femmes.

— 21 h : soirée musicale : jazz, accordéon, groupe kabyle, etc.

● **Dimanche 10**

— 14 h : débat sur le droit de choisir.

— 16 h : les violences faites aux femmes.



en contact constructif avec des féministes, des syndicalistes, des femmes non organisées, ayant la volonté de participer à un travail en commun qui pourrait déboucher sur des actions communes. Un regroupement pour travailler, mais aussi pour essayer de constituer une force de pression tant face au gouvernement d'aujourd'hui que face à l'actuelle opposition. Il faut replacer ce regroupement

des forces dans une perspective d'action contre la régression des droits des femmes et dans la perspective des élections de 1986.

De ce point de vue, le forum a constitué une étape positive, par la richesse des débats, la conviction des participantes, même s'il n'en est pas sorti des propositions immédiates.

Propos recueillis par Sonia Folloni

IMMIGRES

Les femmes et les enfants dehors !

Le gouvernement prétend vouloir insérer les immigrés présents en France. Tout au contraire, il leur interdit de vivre en famille et traite par le mépris leurs organisations et les associations de solidarité.

« Il faut que l'on arrête l'immigration clandestine. Et ne tournons pas autour de la question, il n'y a que deux possibilités : un meilleur contrôle des frontières et agir sur les regroupements familiaux ». Mais c'est bien sûr, comment insérer les immigrés présents en France ? En les empêchant de faire venir leur famille ! Visiblement, Georgina Dufoix a résolu le problème. Il faut dire qu'elle présentait, dans une interview accordée à *Libération* le 11 octobre 1984, les mesures prises le 10 octobre par le gouvernement, mesures qui ont consacré la rupture complète avec les engagements passés. Ceux qui, il y a quelques années, s'élevaient contre les limitations mises au regroupement familial par la droite, ceux qui luttèrent contre l'existence du centre de détention d'Arcenc, ceux qui luttèrent contre la criminalisation de l'immigration se sont rendus au « réalisme ». Nous revoilà partis dans la plus pure tradition de l'immigré taillable et corvéable à merci, logé dans un foyer ghetto.

Le mépris du gouvernement

Une politique de concertation avec les associations d'immigrés et de solidarité avait pourtant été initiée par le gouvernement et concrétisée par la création d'un Conseil national des populations immigrées (CNPI). Les décrets et les circulaires d'application parus en décembre et janvier, instituant l'autorisation préalable à tout regroupement, sont le parfait reflet du mépris de Georgina Dufoix pour les représentants des immigrés. Non seulement le CNPI n'a aucunement été consulté avant les mesures du 10 octobre, mais Georgina Dufoix n'a bien entendu pas tenu compte des protestations venant de toutes parts.

« Une autorisation préalable sera requise en matière de regroupement familial. En conséquence, la régularisation sur place ne sera plus possible (1). » La demande devra être déposée à la DASS du département et commencera alors la course d'obstacles où 90 % des demandeurs resteront sur le carreau (voir ci-contre).

1. L'étranger doit justifier d'une année au moins de résidence en France en situation régulière. Seront donc exclus tous ceux qui ont régularisé leur situation depuis moins d'un an, les travailleurs saisonniers, les étudiants, les possesseurs d'une carte de

séjour d'un an se trouvant au chômage, etc. 2. « L'autorisation sera subordonnée à l'existence de ressources stables et suffisantes provenant de l'activité exercée par le chef de famille au moment de la demande (1). » La référence est au moins le SMIC, ou des ressources comparables à celles d'un travailleur français de même catégorie dans la même région. Mais que veut dire « ressources stables » quand des centaines de travailleurs sont mis au chômage tous les jours ? Cela autorise toutes les interprétations sur cette stabilité. Par exemple, cela peut impliquer le refus de toutes les demandes de travailleurs d'une branche en crise. Autre restriction : auparavant, les prestations sociales (allocations familiales et logement, etc.) étaient prises en compte. Ce n'est plus le cas aujourd'hui alors que ces revenus représentent souvent une part non négligeable du budget d'une famille. De plus, seul est considéré le revenu professionnel du « chef de famille » et non plus les salaires d'autres membres de la famille.

L'arbitraire au poste de commande

3. Disposer d'un « logement adapté ». La définition de ce logement « type » n'a jamais été précisée légalement. L'administration applique donc les critères nécessaires à l'attribution de l'allocation logement (15 m² pour deux personnes, 34 m² pour trois, 43 m² pour quatre, etc.).

En France, 30 % de la population est mal logée. Pourtant il existe des centaines de milliers d'appartements vides, notamment dans les grandes villes (200 000 à Paris). Cette condition d'un logement « convenable » est tout simplement incongrue quand on sait que le droit au logement n'est assuré ni pour les Français ni pour les immigrés. Le gouvernement ne peut ni ne veut imposer aux municipalités, aux offices HLM, d'accueillir ceux qui ont besoin d'un appartement. De plus, « lorsque la famille du demandeur est absente de la commune, l'inscription de la demande de logement est généralement refusée sur les listes des mairies ou des offices HLM », note la FASTI. A Paris, en 1983, 84 % des refus de régularisation de regroupement familial étaient ainsi dus à un logement insuffisant.



4. La présence des membres de la famille ne doit pas constituer une « menace de trouble de l'ordre public ». Cette notion est laissée à l'appréciation des préfets. L'un d'eux avait notamment refusé, en avril 1984, l'introduction d'une famille sur le territoire d'une commune au motif que, vu la situation de l'emploi, sa présence pouvait constituer un aspect aggravant à des possibles troubles sociaux (grèves, etc.). Toutes les interprétations sont possibles.

5. Un contrôle médical doit avoir lieu au pays d'origine. L'introduction sera refusée si ce contrôle fait apparaître que les demandeurs « sont atteints de maladies ou d'infirmités pouvant mettre en danger la santé publique, l'ordre public ou la sécurité publique ». Verra-t-on refusés par exemple des enfants handicapés mentaux ou moteurs ? En cas de refus, les demandeurs ont le droit de faire appel à la DASS qui peut alors ordonner un autre contrôle... Merci pour eux.

Evidemment, toutes ces conditions sont cumulatives. On voit dès lors la vanité des mesures d'insertion. Comment insérer en France des travailleurs ou travailleuses « célibataires », parqués dans des foyers ghettos ? Comment insérer des gens auxquels on refuse ce droit fondamental garanti par la Constitution : vivre avec leur famille, là où ils veulent. Le GISTI soulignait que « la décision de vivre en famille ou vivre séparés appartient aux intéressés et à personne d'autre ». Mais le gouvernement n'est pas à un reniement près.

Les nouvelles clandestines

Les mesures du gouvernement auront pour conséquence la constitution d'une

nouvelle sorte de clandestins : ceux qui n'auront pu obtenir le regroupement familial, en majorité des femmes et des enfants. Beaucoup, déjà présents en France, vivent dans un état de précarité, de non-droit, même si leur conjoint est en situation régulière. « Les femmes sans papiers, soulignent plusieurs associations de femmes immigrées, ne bénéficient pas des prestations familiales ; elles ne sont pas couvertes par l'assurance maladie (certains hôpitaux de la région parisienne demandent aux femmes des sommes exorbitantes, de l'ordre de 16 000 à 20 000 F pour un accouchement). Le droit à l'avortement ne leur est pas reconnu puisqu'elles doivent posséder une carte de séjour en cours de validité de plus de trois mois. (...) Quant à celles qui ont des enfants, elles se heurtent de plus en plus souvent au refus de l'administration d'enregistrer les enfants en école maternelle. » Plus, « elles peuvent du jour au lendemain se retrouver en situation irrégulière s'il se produit dans leur vie un changement de situation : divorce, séparation, décès du mari, du père. Leur droit de vivre en France est alors remis en cause par l'administration qui ne les a laissées entrer sur le territoire qu'en tant qu'épouse ou fille de travailleur immigré ».

Les six centres de rétention administrative avant expulsion, dont le gouvernement a décidé la construction, seront-ils remplis demain de femmes en situation irrégulière, qu'on arrachera à leurs enfants et à leur conjoint ? Heureusement qu'on ne peut pas encore expulser les enfants mineurs !

Alice Queval

Le labyrinthe administratif

Le dossier de demande de regroupement est déposé à la DASS et reproduit en quatre exemplaires dont un reste à la DASS.

- Un exemplaire est remis au service régional de l'ONI qui contrôle le logement et les ressources. L'ONI transmet le résultat à la DASS sous trente jours.

- Un exemplaire est remis au service central de l'ONI.

- Le troisième exemplaire est destiné à la préfecture qui examine si l'introduction de la famille représente des risques pour

l'ordre public et donne son avis sous trente jours.

Trente jours après le dépôt de la demande, si la DASS n'a pas reçu de réponse de l'ONI et de la préfecture, les contrôles sont estimés satisfaisants. Le dossier est alors transmis au commissaire de la République, qui décide, dans les quinze jours, de la suite à donner, sous réserve des résultats du contrôle médical subi au pays d'origine.

Si le contrôle médical est satisfaisant, le consulat de France délivre aux rejoignants une autorisation d'entrer en France. Une fois en France, ils reçoivent leurs papiers.

1. Extrait des décrets et des circulaires d'application parus au *Journal officiel*.



PAYSAN

Loin du compte

Bernard Gouzes, député socialiste, vient de sortir un rapport de cinq cents pages, censé répondre aux propositions de la CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans) visant à instituer un « statut paysan ». On est loin du compte.

En septembre 1983, à l'issue de son congrès, la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP), avait soumis au gouvernement ses propositions en vue d'obtenir un statut du « travailleur paysan ». L'objectif était de garantir les droits et les devoirs de ceux qui, ni salariés, ni chefs d'entreprise, se considéraient comme des producteurs. Cette démarche s'exprimait en cinq points : séparation juridique entre l'exploitation et la famille ; égalité de droits, d'obligations et de responsabilités de tous les travailleurs non salariés de l'exploitation (conjointe et aides familiaux, enfants) ; garantie de revenu et partage des risques entre les paysans et leurs partenaires (les firmes agro-alimentaires) ; accès sur pied d'égalité à tous les droits sociaux : limitation de l'obligation pour chaque génération paysanne de racheter le foncier et le capital d'exploitation aux frères et sœurs, parents, etc.

Ce document alors largement soutenu par des représentants du PS arriva sur le bureau de Mauroy au moment où la politique de rigueur commençait à renvoyer la politique de réformes à des temps meilleurs. Qu'à cela ne tienne. Mauroy chargea Bernard Gouzes, député du Lot-et-Garonne, de ce dossier encombrant, avec mission d'en tirer des projets de loi à soumettre au parlement.

Le temps passe. L'austérité succède à la rigueur. Rocard remet sur les rails la politique agricole la plus libérale qui soit. Il s'appuie résolument sur l'organisation corporative du monde paysan, la FNSEA et sa filiale dans la jeunesse, le CNJA. Il margi-

nalise les autres syndicats sans parvenir toutefois à empêcher ces derniers de rassembler une frange importante de paysans de gauche dans des actions significatives.

Le 6 février dernier, le rapport Gouzes a fait surface, présenté par son auteur, au cours d'une table ronde organisée par la CNSTP, avec la participation de J. J. Bennetière, député de la Loire. Yves Lachaud et Jean Daumet, avocats, Alain Lipietz et Jean Cavailles, économistes, des membres du Collectif travailleurs-paysans, des journalistes... sans compter Gouzes lui-même.

Ce rapport de cinq cents pages, que seuls ont eu le courage de décortiquer les économistes, les juristes et les syndicalistes chargés d'animer le débat, ne semble ravir que son auteur. Celui-ci propose benoîtement à la CNSTP d'appuyer son projet en laissant supposer qu'il s'agit de jouer tel courant du PS contre tel autre, ou plutôt tel ministre contre tel autre.

Le projet en question, explique-t-il nettement, n'est pas celui de la CNSTP, mais il va dans le bon sens et il a l'appui... du Crédit agricole et des chefs d'entreprises agricoles les plus modernes.

Il sépare les biens familiaux de l'outil de production agricole. L'exploitation à patrimoine affecté (EPA) associera formellement le conjoint, les enfants, tous supposés porteurs de capital de l'EPA. Le passage d'une génération à une autre peut être facilité. Le régime des « faillites », moins dur, assurerait une meilleure protection des paysans en difficulté. Un régime fiscal plus réaliste permettra une meilleure

couverture sociale, en particulier, pour la retraite et l'invalidité, particulièrement défavorables aux femmes actuellement.

Mais, mais... le nouveau système est proposé en option. Il exige plus de comptabilité et de connaissances. Donc, s'il est adopté, il sera choisi par des paysans plutôt jeunes et « modernisés », les paysans plus âgés ne bénéficieront pas des avantages sociaux. Les inégalités sociales entre agriculteurs s'accroîtront encore.

La séparation formelle entre biens familiaux et capital d'exploitation n'empêchera pas le Crédit agricole de prendre des garanties pour des prêts... sur les biens personnels. D'autre part, la limitation de la spéculation foncière par le système de l'EPA est-elle viable en économie de marché ? Elle risque de donner naissance à un système de dessous de table « généralisé » qui existe déjà ailleurs.

On bute rapidement sur la question de fond : toute réforme agricole, si elle reste dans le cadre d'une économie libérale, quelles que soient ses intentions de départ, risque de rester marginale, ou de servir les impératifs de l'évolution capitaliste de l'agriculture. Elle peut ainsi servir à préparer un nouveau coup de torchon de quelques dizaines de milliers d'exploitants. Que peut bien vouloir dire enfin, un statut de paysans sans garantie de revenu pour les personnes qui travaillent sur l'exploitation ?

Le rapport Gouzes ne fait pas non plus l'unanimité au sein du PS ! Bennetière, député socialiste de la Loire, expliqua lors de la table ronde évoquée plus haut, qu'il était trop radical, qu'« il faudrait se contenter de réformes plus marginales ».

Il serait illusoire pour les syndicalistes paysans de faire dépendre leurs capacités de mobilisation de manœuvres parlementaires et électorales auxquelles ils n'ont rien à gagner. Au fond, leur problème est d'organiser et de défendre les paysans que justement le projet de Gouzes risque d'éliminer : ceux qui sont déjà les plus exploités par le système actuel.

Jacques Leborgne
Maggy Guillien

Defendre ses droits

● « Le Guide du citoyen face à la police » de Denis Langlois. Editions La Découverte. 45 francs.

L'insécurité et le terrorisme sont aujourd'hui des arguments électoraux payants. Chaque scrutin en apporte la preuve. Un tel climat constitue un grave danger. Non seulement parce qu'à terme, la droite pourrait s'en servir pour imposer de nouvelles lois d'exception. Mais aussi, parce que, dès aujourd'hui, la gauche au pouvoir ne cesse de reculer devant les pressions des forces réactionnaires et des appareils répressifs. Augmentation des moyens de la police, création d'un fichier antiterroriste central, reprise des extraditions : nos gouvernants ont déjà suffisamment démontré que leur présence au pouvoir ne constituait pas une garantie de défense des libertés.

C'est dire que la réédition actualisée du *Guide du citoyen* s'avère particulièrement utile. Surtout pour les militants révolutionnaires qui, l'expérience le prouve, sont toujours les premiers visés par les initiatives répressives. L'ouvrage de Denis Langlois répond ainsi à des questions élémentaires : à quelles conditions un policier peut-il procéder à des contrôles d'identité ? Est-on obligé de répondre à une convocation de police ? La police peut-elle pénétrer dans un appartement ? A-t-on le droit de manifester dans la rue ? A quelle condition un policier peut-il utiliser son arme ?

Denis Langlois, que nos lecteurs connaissent bien, résume parfaitement son objectif dans le préambule de son livre : « Donner au lecteur les informations qui lui permettront de savoir si la police outrepassé ou non ses pouvoirs. Ne pas rester passif devant les violations de ses droits et ceux des autres. Ne pas se sentir en faute dès qu'une casquette ou un képi se pointe à l'horizon. Ne pas accepter n'importe quel contrôle sous prétexte qu'on n'a rien à se reprocher. Bref, jouer pleinement son rôle de citoyen ou de citoyenne ».

C. P

Au service d'un projet

● « Sur la piste des grandes fortunes », de Jack Dion et Pierre Ivorra. Ed. sociales, 90 francs.

Le livre de Jack Dion et de Pierre Ivorra — tous deux journalistes à *l'Humanité-Dimanche* — est au service d'un projet : les fameux nouveaux critères de gestion. La conclusion résume fort bien leur propos : « Dans les entreprises, il s'agit de renouveler les pratiques et les critères de gestion afin de faire prévaloir non l'accumulation des fortunes privées, mais une rentabilité économique et sociale nouvelle, qui permette une productivité et efficacité supérieures. » L'idée directrice du livre est, sans aucun doute, la vulgarisation du nouveau pensum du PCF : *l'Economie nouvelle à bras-le-corps*, de Philippe Herzog.

Ainsi, le reproche qu'ils adressent aux grandes familles, aux grandes fortunes, est leur mauvaise gestion. Pour les auteurs, les patrons se livrent à un véritable racket sur les richesses créées par le travail, qui ne sert aucunement les intérêts du pays. Ils élèvent un autel à tel patron qui, refusant les vidences sur ses actions, réinvestissait tous les bénéfices dans son entreprise. Les conditions de travail, l'exploitation ? Pas un mot dans ce livre qui fait pourtant un tour d'horizon des grandes familles et donc des grandes entreprises, telles que Michelin, Peugeot, de Wendel, Empain, etc.

Il reste qu'au service de leur démonstration, Jack Dion et Pierre Ivorra nous livrent faits, témoignages, révélations. Agréable à lire, cet ouvrage nous renseigne, malgré tout, sur les réalités, la vie, les magouilles de la haute bourgeoisie française sous la forme d'une enquête sur le vif.

Alain Gwenn

EGYPTE

Arrestations
de militants
marxistes

Le 22 janvier 1985, les quotidiens *Cairotes Al* et *Al Aklibar* rapportaient l'arrestation, la veille, de dix-neuf militants soupçonnés d'appartenir à une organisation trotskyste.

Déjà, en juillet 1975, une vingtaine de militants avaient été arrêtés. Ils étaient accusés d'avoir créé un groupe « qu'ils appelèrent groupe communiste Mustapha Khamis, puis l'organisation se transforma en Ligue communiste internationale et adopta la ligne marxiste trotskyste ». L'acte d'accusation n'oubliait pas les « soutiens extérieurs » : « le groupe communiste révolutionnaire du Liban qui est tenu pour être une section d'un parti communiste de France (la quatrième Internationale) ». Après neuf mois passés en prison, ils ont dû être acquittés.

Aujourd'hui, l'affaire risque d'être plus grave. En effet, quelques jours après ces arrestations, c'est parmi les milieux intégristes que d'autres interpellations eurent lieu, le pouvoir clamant bien haut la nécessité de réduire les « extrêmes, prônant la violence, le terrorisme ».

Le président de la Cour de sûreté de l'Etat chargé de l'affaire affirmait, lui, que le groupe visait au renversement du régime et pour ses objectifs, incitait les masses à la violence. « Des brochures sur le terrorisme et l'utilisation des armes et explosifs » auraient été trouvées dans l'appartement d'un des militants arrêtés, selon la police bien sûr !

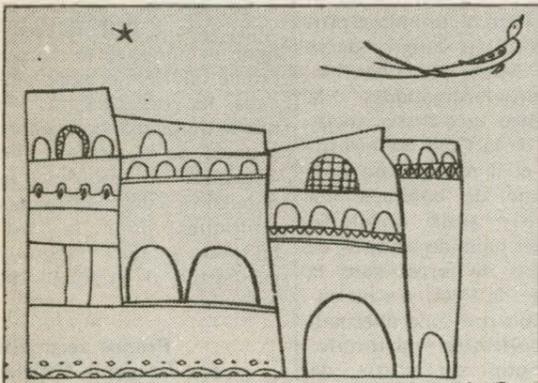
Derrière cette fausse symétrie extrémistes trotskystes-extrémistes islamiques, qui permet au régime de se présenter simplement comme le garant de la paix civile ; derrière surtout cette provocation policière qui fait surgir du domicile de militants des manuels de guérilla, il y a la volonté de réprimer, sans trop faire de vagues puisque ce sont des « extrémistes », des militants dont les activités ont dépassé les limites tolérées par le pouvoir.

Quand on sait que pour un tel acte d'accusation, la peine maximum est de quinze ans de prison avec travaux forcés, on ne peut que souligner l'urgence de la riposte. Une riposte qui dénonce cette machination policière, qui dénonce cette symétrie des extrémistes.

Le seul moyen de faire reculer le pouvoir, c'est de lui faire comprendre que tout procès, toute condamnation ne serait qu'une occasion de démasquer cette provocation policière et de lever le voile sur les aspects répressifs et antidémocratiques du régime ; aspects que justement le régime veut masquer.

De ce point de vue, nous ne pouvons que nous féliciter de la sortie d'une carte postale à envoyer à l'ambassade d'Egypte, et que tous les lecteurs de *Rouge* auront à cœur de signer.

A. J.



GRANDE-BRETAGNE

Une victoire ambiguë

Les délégués du NUM, réunis à Londres le 3 mars, ont décidé à une courte majorité la reprise du travail sans règlement du conflit. Il n'y a pas de retrait du programme de fermeture des puits ni d'amnistie pour les sept cents mineurs licenciés pendant la grève. Pourtant, ce conflit et l'aggravation de la crise économique ne cessent de faire baisser la cote de Thatcher.

Pour les régions qui proposaient la reprise, la volonté de la direction des Charbonnages et du gouvernement d'obtenir la reddition du NUM rendait impossible un accord. Pour ces mineurs, les puits qui pouvaient poursuivre la lutte devaient le faire et il devait y avoir une amnistie. Ceux qui voulaient la poursuite pensaient qu'il était toujours possible d'arriver à un « règlement honorable » et que la reprise était impossible sans l'amnistie. C'est le cas du Kent où la grève se poursuit. Des orateurs ont condamné l'attitude de la direction des TUC en parlant de « l'isolement relatif » dans lequel les mineurs s'étaient battus.

Toute discussion sur l'amnistie a été rejetée tant par les employeurs que par le gouvernement, et Thatcher va essayer d'imposer des défaites identiques à d'autres travailleurs en lutte.

Thatcher contestée
par les siens

Margaret Thatcher a vu sa position se dégrader au cours des derniers mois.

Dans un sondage récent, seules 34 % des personnes interrogées trouvaient qu'elle assumait bien sa tâche de Premier ministre, ce qui est son plus mauvais score depuis la période précédant la guerre des Malouines. La dernière tentative de Thatcher pour inverser la tendance a eu lieu à Washington en février. La « plus grande admiratrice du président Reagan » a vu sa visite tourner au fiasco devant la lourde chute de la livre face au dollar.

La hausse concomitante des taux d'intérêts en Grande-Bretagne a approfondi la crise dans les rangs conservateurs. La pièce maîtresse de la politique gouvernementale pour l'année — la diminution des taxes — est repoussée à une date indéterminée, et des restrictions de crédits plus sévères menacent de court-circuiter la reprise économique promise.

Le renouveau économique et la diminution du niveau record de chômage (chiffre officiellement à 13 %) sont nécessaires à Thatcher pour se maintenir au pouvoir après les élections générales de 1988.

Bien que ces élections n'aient lieu que dans trois ans, bon nombre de députés conservateurs sont anxieux à l'idée de perdre leur siège là où le chômage est élevé.

Des vétérans du parti, comme l'ancien Premier ministre Edward Heath, expriment ces préoccupations. Heath est sorti bruyamment de sa réserve, avec d'autres anciens ministres, pour demander une inversion de la politique économique du gouvernement.

C'est encore plus vrai sur la question des autorités locales. Attaquant l'autonomie des municipalités, Thatcher propose de limiter leur droit de percevoir des taxes pour les services sociaux. De plus, les plus grandes municipalités, comme le conseil du Grand Londres, sont menacées de disparition en réponse à leur politique de gauche.

Les problèmes du gouvernement vont s'intensifier avec le coup d'envoi, le 6 mars, de la campagne contre ses propositions avec la « journée d'action » appelée par les autorités locales avec le soutien des TUC.

Les responsabilités
de la gauche

Certains conservateurs redoutent l'usage croissant par Thatcher de la coercition comme moyen de gouvernement, ainsi que l'a montré l'utilisation sans précédent des tribunaux et de la police durant le conflit des mineurs.

Beaucoup de militants pensent que Kinnock prépare le terrain à une coalition avec le principal bénéficiaire du conflit, l'alliance

qui regroupe les libéraux petits-bourgeois et la scission de droite du Parti travailliste dans le cas où aucun parti n'aurait la majorité absolue aux élections générales. Ce serait une scission quasi assurée dans le Labour.

L'aile gauche du parti, dirigée par Tony Benn et Ken Livingstone et au niveau syndical par Arthur Scargill, s'affronte à Kinnock. Les militants travaillistes réclament la destitution des députés et leaders locaux qui ont refusé de soutenir la grève des mineurs. Les femmes, les jeunes, les homosexuels veulent que le parti et ses orientations répondent à leurs besoins. Kinnock s'y est obstinément opposé alors que Benn, Livingstone et le NUM les ont soutenus.

Le résultat, ce n'est pas seulement un clivage droite-gauche au sein du Labour, mais une lutte sur la nature même du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne : soit conserver son économicisme traditionnel, soit commencer à construire un parti de type nouveau. Pour l'aile gauche, seul un tel nouveau « parti du travail » peut tirer parti de la crise politique du Parti conservateur. C'est en menant une telle stratégie que Ken Livingstone a conquis une grande popularité à Londres.

Cette politique est un pas décisif vers la construction d'une aile gauche lutte de classe en Grande-Bretagne, rompant totalement avec la collaboration de classes pratiquée par les dirigeants du parti et des TUC pendant la grève des mineurs.

Steve Roberts

BOLIVIE INTERVIEW D'UN DIRIGEANT DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

«Forger l'unité ouvrière et populaire»

La semaine dernière, nous avons rendu compte des travaux du 12^e Congrès mondial de la IV^e Internationale qui vient de se tenir. A cette occasion, «Rouge» s'est entretenu avec plusieurs représentants de sections de l'Internationale. Cette semaine, nous donnons la parole à la section bolivienne, le Parti ouvrier révolutionnaire (unifié), POR (U), qui regroupe plusieurs centaines de militants jouant un rôle décisif tant dans la centrale syndicale unique, la COB, que dans toutes les mobilisations du peuple bolivien. Nous donnons donc la parole à l'un de ses principaux dirigeants, Antonio Moreno, membre du Bureau politique.

• Comment caractérises-tu la situation politique en Bolivie ?

Trois facteurs dominent cette situation et en premier lieu, la crise économique. Les dernières mesures de dévaluation — le dollar est passé de 9 000 pesos à 40 000 pesos —, l'inflation galopante et les salaires comprimés sous les diktats du FMI entraînent une misère toujours plus grande pour le peuple.

Ensuite, il faut noter une désorientation du mouvement populaire. Depuis deux ans, le pays connaît un véritable chaos. L'Etat est désorganisé, les ministères ne fonctionnent plus, les banques sont en grève depuis trois semaines, les transports ne sont plus assurés, l'autorité policière est même contestée avec des grèves de la police municipale... Mais malgré cette crise de l'Etat, les luttes populaires n'ont pas obtenu de résultats tangibles sur le plan des conditions de vie des gens d'une part, et d'autre part, il n'y a pas encore de perspective politique crédible qui se dégage comme alternative à l'UDP, la coalition de collaboration de classes des partis réformistes autour

« Depuis deux ans, le pays connaît un véritable chaos. »

du président Silez Suazo.

Le troisième facteur enfin, c'est l'offensive de la droite qui profite de la crise de l'UDP. Cette offensive conduit à des élections anticipées en juin 1985. Pour la droite, l'échec de l'UDP, c'est l'échec de la gauche.

La droite est divisée en deux courants : l'ADN (Alliance démocratique nationale) de l'ex-dictateur Banzer qui préconise une politique d'affrontement direct contre le mouvement ouvrier, et en particulier, une dénationalisation de l'économie bolivienne

— économie dont de larges secteurs sont traditionnellement sous contrôle étatique, en particulier le secteur minier.

L'autre courant est représenté par le MNR (historique) de Paz Estensoro, secteur bourgeois qui cherche à régler

« La COB a impulsé plusieurs grèves de la faim, elle a développé des grèves générales massives. »

la crise bolivienne par des méthodes moins expéditives.

• Quels sont les risques de coup d'Etat ?

Dans les semaines qui viennent, il y a peu de risque de coup d'Etat. La bourgeoisie a trouvé un mécanisme, moins coûteux socialement qu'un coup d'Etat : les élections de juin 1985, à l'issue desquelles elle pourrait gouverner à travers le MNR (historique) ou l'ADN. On ne peut pour autant écarter toute possibilité de coup d'Etat. En effet, face à la force du mouvement de masse — succession de grèves générales, occupations de terres, d'usines, situations semi-insurrectionnelles dans certains villages où les paysans se révoltent parfois pendant plusieurs jours — certains secteurs de l'armée peuvent être tentés par un coup d'Etat avec comme objectif la destruction de l'avant-garde révolutionnaire et la préparation d'élections légitimant le coup.

• Quel rôle joue la COB (Centrale ouvrière bolivienne) ?

La COB — syndicat unique du prolétariat bolivien — a de vieilles traditions de luttes et de combats « classistes ». C'est l'unique institution qui a apporté une solution alternative à la



crise, par une série de revendications immédiates et transitoires qui visent à mobiliser les travailleurs boliviens : salaire minimum, échelle mobile des salaires, monopole du commerce extérieur, contre les diktats du FMI, rejet de la dette extérieure, cogestion ouvrière majoritaire dans tous les secteurs nationalisés, contrôle ouvrier dans les entreprises privées et enfin, une série de mesures pour un plan de réforme agraire.

Sur la base de ce programme, la COB a impulsé plusieurs grèves de la faim, elle a développé des grèves générales massives et qui ont mobilisé non seulement les ouvriers mais aussi les paysans et certains secteurs de la petite bourgeoisie qui reconnaissent ainsi le « leadership » de la COB.

Mais ces mobilisations ont leurs limites : limites économiques car les augmentations de salaires obtenues par la lutte sont annulées par l'inflation ; limites politiques aussi car les travailleurs sont conscients maintenant de la nécessité

d'une issue politique qui dépasse le cadre de la COB. Il y a en particulier dans l'avant-garde une large discussion sur tous ces problèmes. La Direction révolutionnaire

« La DRU est le produit d'une longue bataille unitaire pour regrouper tous les courants qui se situent sur le terrain de la lutte de classe. »

unitaire (DRU) exprime ce processus. Elle est composée du POR-(U), des secteurs populaires du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), du Parti socialiste-Un (PS U), du Front révolutionnaire de la gauche socialiste (FRIS) et du Parti révolutionnaire de la gauche socialiste (PRIN) de Juan Lechin, leader de la COB. Elle reçoit le soutien de milliers de syndicalistes classistes.

• Quelles perspectives peux-tu tracer pour la DRU ?

La formation de la DRU fut le résultat du combat du POR (U). C'est le produit d'une longue bataille unitaire, pour regrouper toutes les organisations, tous les courants qui se situent sur le terrain de la lutte de classes. S'appuyant sur des secteurs ouvriers et paysans, largement majoritaires dans la COB, la DRU remplit en même temps des fonctions de tendance syndicale de lutte de classe dirigeant la COB et d'autre part de référent politique révolutionnaire de ces courants syndicalistes classistes.

Formée en mars 1984, la DRU battait cinq mois plus tard à plate couture le PCB (Parti communiste pro-Moscou), au congrès de la COB. Mais, pour des raisons programmatiques — la référence aux thèses socialistes de la COB est insuffisante, et il manque un programme de conquête du pouvoir plus solide — comme pour des raisons de rapports de forces dans la gauche, la DRU n'a pu encore incarner une alternative politique nationale. Beaucoup de partis de

gauche ne sont pas dans la DRU, le PCB — minoritaire dans la COB mais parti le plus important et le plus structuré de Bolivie — combat aujourd'hui la DRU. Tout cela constitue de vrais obstacles, d'autant plus que, face à la crise de l'UDP, c'est à la DRU que revient de constituer une alternative. Voilà pourquoi la DRU, combattant pour le front unique, propose la constitution d'un conseil de coordination populaire visant à regrouper toutes les organisations ouvrières et populaires, préparant ainsi tant les échéances électorales de juin 1985 que les affrontements à venir avec la bourgeoisie. C'est dans ce cadre que le POR (U) souligne la nécessité de forger l'unité ouvrière et populaire dans les organisations de masse du peuple bolivien, et à partir de là, de faire des « conseils de coordination populaires » des instruments politiques pour la mobilisation unitaire dans une perspective de conquête du pouvoir...

Propos recueillis par François Ollivier

Les saisons du cœur

La mort prématurée de son époux, shérif dans une petite ville du sud des Etats-Unis, fait d'une femme ordinaire une paysanne obstinée. Elle accueille un jour un vagabond noir, Moze, qui l'aide à cultiver le coton. Ce film montre la solidarité des différents protagonistes dans les moments de crise (nous sommes dans les années trente). Benton dit



Noémie Mas

avoir fait un film sur les minorités (sic), les Noirs, les femmes, les handicapés. Il a expliqué, au Festival de Berlin, comment ce film était pour lui l'occasion de revenir au pays de son enfance, comment il avait réalisé un film à l'opposé du cinéma « reaganesque », pourquoi il avait voulu Sally Field comme interprète principale, elle que tout le monde salue encore dans la rue, six ans après, comme Normae Rae, l'ouvrière syndicaliste du film de Martin Ritt.

En voyant le film de Benton, qui avait, à l'exception de *Kramer contre Kramer*, réalisé des polars pleins d'humour, on pense au cinéma de l'époque de Roosevelt mais, même pacifiquement démocrates, ces images-là détonnent sacrament dans l'Amérique de Reagan.

Reprises

Le Salaire de la peur, de Clouzot, est l'un de ces films un peu mythiques qui réunissent et réussissent un sujet (des hommes, des camions), des acteurs (Montand, Vanel) et une mise en scène taillés pour la gloire. Gloire méritée d'un moment magique de grand cinéma. Reste un peu en fade dans le souvenir, *Folies de femmes* (muet) de Stroheim revient auréolé de la majesté des grands classiques. Film scandale, hai ou adoré, il fut une folie dont on fit payer à Stroheim l'immoralisme et la liberté. Avec *Madame Bovary*, Minelli

ne fut taxé que de trahison du livre de Flaubert. D'un sommet du roman réaliste, il faisait un sommet du film romantique. Querelle stupide. Minelli, maître à bord, signe un film étincelant de bout en bout. *Une heure près de toi*, c'est Lubitsch et ses acteurs fétiches, Maurice Chevalier, Jeanette MacDonald. Sur le papier, c'est un petit truc idiot. Avec Lubitsch, cette histoire de mari-femme-trompés-pas-trompés devient de l'art. C'est cela le cinéma, de la sorcellerie.

P. G.



Gwen

Jean-François Laguionie aime raconter des histoires. C'est ainsi qu'il a réalisé neuf court-métrages d'animation en dix-huit ans. L'envie de raconter une longue histoire, entraînera la naissance de *Gwen*, fruit d'un travail collectif de quatre ans, d'une petite équipe d'amis réunis à La Fabrique, du côté de Montpellier. *Gwen ou le livre de sable* est un film qui raconte deux fois. Ce pourrait être l'histoire de Gwen, une héroïne de treize ans venue de nulle part, de Nok Moon, le petit garçon peureux ami de Gwen, fils de la vieille Ro-



seline, miroir de la sagesse ancienne et du désert d'un autre monde. Ce film pourrait être un récit ethnologique du futur : le désert pollué par des objets de la société de consommation au point qu'il ne reste à ses habitants qu'à faire la chasse aux autruches pour en manger les plumes.

Petit frère pauvre du cinéma en prise de vue réelle, ce film d'animation pose une fois de plus la question des rapports entre la création et la jungle industrielle. Quand un Belmondo sort tous les ans dans cinquante salles, *Gwen*, bien que porté par Gaumont, sort dans une poignée de salles. En France, des efforts ont été faits par les professionnels concernés et les pouvoirs publics pour se regrouper et combattre, *Gwen* en est un exemple. Deux lieux de rencontres : Marly d'abord, du 26 au 28 avril. L'Association française du cinéma d'animation permettra à la grande famille du dessin animé de se retrouver. Autre rendez-vous, tous les deux ans à Annecy, les Journées internationales du 4 au 9 juin, toute l'animation du spot publicitaire au film expérimental.

Jérôme Duchemin

Brazil

Tel un volcan, c'est un film qui fait éruption. Comme un raz de marée, il déferle : comme un typhon il saccage. Sujet et mise en scène font la course à qui sera le plus tordu. Dans un monde futuriste et en même temps déjà « rétro », totalitaire et sur-

informatisé, tout va de travers au milieu des bombes, des colonies de jeunes cadres dynamiques et des commandos antiterroristes. 1984 plus *Orange mécanique*, certes. Plus le désir joyeux du carnage, la passion sans limite de l'esbrouffe et de l'anarchie.

Soldier's story

Un régiment noir de l'armée US (officiers blancs) dans l'attente de partir au front en 1944. Nous n'en sommes plus à la dénonciation du racisme. L'arrivée d'un officier noir venu enquêter sur un meurtre étale d'autres contradictions, internes à la « négritude ». Intégration dans l'univers blanc par imitation et ser-

vilité ou, au contraire, fidélité à sa culture. La morale du film n'est pas nette, d'autant que le cadre de l'armée, par définition moralisateur, est ambigu.

Film solide, film « à thèse » dont les choix sont vagues ou informulés. Jewison, sur un sujet voisin (*Dans la chaleur de la nuit*) était déjà ambigu.

A la recherche de Garbo

Moins que la gloire de Garbo, star mythique et mystérieuse, c'est celle d'Anne Bancroft que célèbre Sidney Lumet. Moins que la nostalgie du cinéma « classique » et d'Hollywood, c'est la vie new-yorkaise et l'agitation sociale qu'il exalte. Anne

Bancroft, féministe, militante, increvable, toquée et amoureuse de Garbo, compose un personnage saisissant que Lumet filme avec une extrême attention. Du cousu-main de grande qualité et un ton précieux de décontraction.

P. G.

Avec l'amour et la mort

Les Deux Anglaises démontre avec clarté à quel point dans l'œuvre de Truffaut ces deux hantises, l'amour, la mort, sont liées. Dire que Truffaut pénètre les sentiments humains dans ce qu'ils ont de plus infimes est une banalité. Son art est dans la précaution, le scrupule, la timidité. De là ces couleurs d'un romantisme pâle, vieillissant, mourant qui sont la parfaite conformité d'un style à un sujet. Un chef-d'œuvre.

La Vie de famille est réservé dans son approche des êtres. Doillon serait presque tapageur dans sa cruauté et son cynisme.

Un père, la quarantaine, sa fille, la douzaine, tout ce qui passe entre eux, ne passe pas, ne passe qu'à moitié. Ni la vie ni la famille ne sont simples. Reste à filmer juste et vrai, ce que Doillon réussit parfaitement.

Bette Gordon appartient à la « nouvelle vague » new-yorkaise. *Variety*, c'est New-York côté cour : sex-shops, cinés porno, magouilles, l'ombre de la mafia. Etre jeune-jolie-désœuvrée-caissière de porno et potée à l'imaginaire n'est pas de tout repos. On y laisse sa raison, sa vie.

P. G.



● **Samedi**, 22 h 15 (TF1), « Droit de réponse » consacré aux médecines douces.
● **Dimanche**, 23 h 45 (FR3), *Je suis un évadé*, de Mervyn Le Roy, avec Paul Muni, inaugure un cycle consacré au producteur Darryl F. Zanuck qui, avant de fonder

en 1933 la célèbre 20th Century Fox, fut le chef de production de la Warner. Basé sur la véridique autobiographie de Robert E. Burns qui, pour avoir volé l'équivalent de cinq dollars dans un magasin d'alimentation, connut l'horreur des

bagnes de Géorgie. *Je suis un évadé* est certainement l'un des plus fantastiques films sociaux de la Warner. Le succès populaire du film obligea même l'administration pénitentiaire américaine à se pencher sur les conditions de détention dans les bagnes fédéraux. Le film fut également l'une des rares œuvres hollywoodiennes à avoir été exploitée en Union soviétique du temps de Staline, comme témoignage de l'*American way of life*.

● **Lundi**, 20 h 35 (A2), *Mort accidentelle d'un anarchiste*, pièce de Dario Fo, farce tragique et politique, basée à la fois sur un fait réel survenu en 1921 en Amérique, et sur la mort du cheminot

anarchiste Giuseppe Pinelli en 1969 à Milan...

20 h 35 (FR3), *Landru*, de Claude Chabrol, avec Charles Denner, Danièle Darrieux, Michèle Morgan... Une savoureuse reconstitution historique, bourrée d'humour, d'ironie, et portée par une fantastique prestation de Charles Denner en ardent partisan de « la femme au foyer »...

● **Mardi**, 20 h 40 (A2), *Paradis pour tous* d'Alain Jessua avec P. Dewaere (ce fut son dernier film), J. Dufron et F. Cottençon.

● **Vendredi**, 20 h 35 (FR3), « Histoire d'un jour » : 24 mai 1968, le pouvoir est dans la rue.

23 h (A2) *L'Homme du Sud*, de Jean Renoir, avec



Z. Scott et B. Field. Installé depuis 1941 aux USA, Renoir y réalisa six films dont celui de ce soir est sans conteste le meilleur. Quasi-documentaire et sur un sujet typiquement américain,

L'Homme du Sud est à la fois aux antipodes des canons hollywoodiens et des habitudes européennes de Renoir.

Michel Laszlo

NOUVELLE-CALEDONIE

Pisani attaque Thio

En faisant investir les tribus de la commune de Thio, Pisani vient une nouvelle fois de démontrer dans quel mépris il tenait le peuple kanak et ses revendications en prétendant mater les tribus combattives. Cyniquement, il assume cette opération coup de poing — il ne pourra cette fois incriminer une bavure — alors que les dirigeants du Front calédonien courent toujours. A Thio, ce sont les femmes des tribus qui se sont portées aux avant-postes contre les attaques des gardes mobiles. Nous publions deux documents, rendus publics aussitôt après l'attaque des tribus.

Communiqué du gouvernement provisoire de Kanaky

Depuis le lundi 4 mars 1985 à 0 heures, 93 prisonniers font la grève de la faim. Détenus au Camp Est, comme prévenus ou condamnés pour les actions menées dans le cadre de la lutte de libération du peuple kanak, ils réclament un statut de prisonnier politique. Le gouvernement de Kanaky, au nom du peuple kanak en lutte, adresse ses plus vives félicitations aux camarades grévistes de la faim et les assure de son soutien le plus total pour qu'ils obtiennent gain de cause, car leur action s'inscrit en droite ligne dans les décisions du 2^e Congrès de Nakety.

Le gouvernement de Kanaky dénonce l'attitude tantôt passive et tantôt répressive du délégué du gouvernement français dans cette affaire. Dès le mois de janvier 1985, le gouvernement de Kanaky avait demandé au délégué un statut de prisonnier politique pour les militants du FLNKS. Par lettre du 12 février 1985, le président du gouvernement de Kanaky avait rappelé cette demande à E. Pisani. Celui-ci, déjà saisi par les nombreuses demandes de prisonniers, n'avait pas encore jugé bon de donner une suite favorable. Bien au contraire, il donnait le feu vert pour continuer la répression à l'égard des Kanaks indépendantistes pour remplir la prison déjà encombrée du Camp Est.

C'est ainsi que ce matin, les forces de l'ordre ont fait, selon ses termes, « une visite en force » des tribus de Saint-Philippo et Orouet dans un double but : judiciaire (arrêter encore une trentaine de militants) et politique (« donner un coup de pouce » à un « retour à la vie normale »). Ces opérations d'ordre pour lesquelles il n'ose plus parler de « normalisation » seront bientôt de « pacification », qualificatifs qui ont eu une signification bien précise en d'autres temps et d'autres lieux.

Ainsi, alors que Joxe et Mermaz affirmaient ne pas vouloir le retour à une guerre coloniale, les conditions d'engrenage de celle-ci sont mises en place.

Deux poids, deux mesures

Le gouvernement de Kanaky dénonce la justice coloniale qui, au nom du peuple français, continue son œuvre d'oppression en appliquant la règle « deux poids, deux mesures ». Ainsi :

● Elle s'empresse d'arrêter des Kanaks pour des riens alors que des participants complices de la tuerie de Hienghène restent encore

en liberté totale sans la moindre inculpation depuis trois mois.

● Elle décide de considérer comme « criminels » les 37 militants arrêtés à Dogny après l'assassinat de Machoro alors qu'il n'y a rien dans leur dossier (le juge reconnaissant qu'ils n'ont pas tiré sur les gardes mobiles, en est réduit à les supplier d'avouer qu'ils ont tiré en l'air...) Dans les mêmes circonstances (attroupement de plus de vingt personnes en armes refusant de se rendre) aucun des colons faisant barrage à Bourrill n'a été inquiété. Dans l'enlèvement du fils Guiart et de sa compagne (action criminelle au même titre que la séquestration de Démart) les auteurs n'ont pas été qualifiés de criminels mais ont été presque aussitôt remis en liberté provisoire.

● Aucune mesure n'a été prise contre les assassins d'Eloi Machoro qui ont ensuite sablé le champagne.

● Elle n'a pris aucune sanction le dimanche où des manifestants bravant la loi sur l'Etat d'urgence, baie de la Moselle, ont impunément ramassé et stocké des pierres. Pas plus qu'elle n'a sanctionné les incendiaires de Nouméa. Des poursuites ont-elles seulement été entreprises ?

● Si prompt à arrêter des lanceurs de pierres, la justice le semble moins à faire toute la lumière sur l'affaire du sabotage du Camp des sapins et surtout des bateaux de Polypèche. Qu'elle nous explique pourquoi les officiers de police judiciaire sont retournés faire pression, pour qu'ils rétractent leurs déclarations, sur tous ceux qui avaient identifié dans le brouillard le bruit d'arrivée et de départ d'une chaloupe diesel.

● Au camp Est, Mithride et ses comparses assassins des dix militants de Tiendanite bénéficient d'un régime de faveur : journal, radio, guitare.

Le gouvernement de Kanaky dénonce l'attitude de blocage et provocatrice de Denis Millard, ministre chargé de l'administration pénitentiaire [Dans le gouvernement territorial NDLR] qui, après avoir reçu les demandes de Mes Tehio, Roux et Mallia concernant l'aménagement des conditions de détention au camp Est, n'a rien fait pour donner suite. Bien au contraire, il a accepté que des malades (M. Kaichou et Mapéri) soient privés des soins nécessaires à leur état de santé chronique, que M. Kaké, non seulement soit privé des soins nécessaires à son état d'asthmatique mais soit mis en cellule d'isolement où il doit dormir sans matelas à même le sol.

Pour un statut de prisonnier politique

Le gouvernement de Kanaky exige :

1. Le statut de prisonnier politique pour ses militants, c'est-à-dire les droits : de recevoir tous les journaux non censurés, de pouvoir entendre la radio, de recevoir librement la visite des aumôniers, de recevoir l'assistance médicale nécessaire qui leur est refusée, de recevoir plus longuement leurs familles, sans grilles, de pouvoir se réunir, d'avoir un temps de promenade plus long, de ne plus être enfermés avec des droits communs.

2. La mise en liberté immédiate de tous ceux qui sont détenus sans véritable raison, l'instruction ayant déjà démontré qu'ils n'ont que des charges légères.

3. La fin des arrestations et des mesures de ratissage et de ratonnade des forces de l'ordre, pour arrêter l'engrenage répressif.

Le gouvernement de Kanaky lance un appel :

● A Amnesty International pour venir

enquêter sur la répression dont est victime le peuple kanak par le colonisateur français ;

● Aux Eglises pour qu'elles manifestent leur sentiment humaniste vis-à-vis des droits politiques du peuple kanak ;

● A tous les parlementaires de gauche, en France et au Parlement européen, pour qu'une commission d'enquête parlementaire vienne éclaircir les conditions de l'assassinat d'Eloi Machoro et vérifier l'application des droits universels de l'Homme reconnus par la Constitution française et par la Convention européenne des droits de l'Homme ratifiée par la France en 1974.

Le gouvernement de Kanaky demande à tous les comités de lutte d'organiser une journée de mobilisation en solidarité avec les détenus grévistes de la faim, le vendredi 8 mars 1985.

Le 5 mars 1985. Yéiwéné Yéiwéné, ministre porte-parole du gouvernement provisoire de Kanaky.

Les intertitres sont de la rédaction.



Communiqué du comité de lutte FLNKS de Thio

Dans la matinée du 5 mars 1985, un important déploiement des forces coloniales françaises a encerclé et ratissé les tribus de Saint-Philippo 1 et 2 et d'Orouet, dans le mépris le plus absolu du peuple kanak. Cette opération, au lendemain de l'échec de la reprise de Thio démontre encore une fois que la répression est l'arme privilégiée du gouvernement français. Il est incapable d'ouvrir des négociations sur des bases de décolonisation et de respect des peuples, mais ne sait qu'imposer et réprimer. Devant cette nouvelle agression, les militants FLNKS de Thio ont fait preuve d'une profonde maîtrise et d'un sang-froid exemplaire. Ils se sentent plus que jamais déterminés et mobilisés pour continuer la lutte de libération de Kanaky. Le FLNKS de Thio lance un appel aux autres comités de lutte pour consolider la mise en place des structures décidées au congrès de Nakety.

Le 5 mars 1985

DERNIERE SEMAINE

N'oubliez pas
jusqu'au 15 mars

EN SOUSCRIPTION

le livre de Claude Gabriel
et Vincent Kernel

Nouvelle-Calédonie :
la révolte kanake.

50 F au lieu de 65 F

PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.